



performance(s)

RAPPORT DE GESTION

2022

Erilia

Nos logements
ont de l'impact



SOMMAIRE

04

FAITS
MARQUANTS
DE L'EXERCICE

06

COMPTES
SOCIAUX

09

PRINCIPES,
RÈGLES
ET MÉTHODES
COMPTABLES

12

COMPLÉMENTS
D'INFORMATIONS

25

ACTIVITÉS
DES FILIALES

27

COMPTES
CONSOLIDÉS

32

RAPPORT
SUR LE
GOUVERNEMENT
D'ENTREPRISE

41

POLITIQUE &
INDICATEURS
RSE

FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE

ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE ET FINANCIER

L'année 2022, impactée par les conséquences du conflit en Ukraine, est marquée par la hausse des coûts de l'énergie, des prix de revient des opérations et par le retour de l'inflation. Ainsi l'indice des prix a augmenté de 5,2% en moyenne annuelle en 2022 contre 1,6% l'année précédente. L'inflation a d'abord été due à l'accélération des prix de l'énergie, avant de trouver ensuite sa source, depuis avril dans celle des services, de l'alimentation et des produits manufacturés. La consommation s'est révélée relativement atone tout au long de l'année, du fait du choc inflationniste sur le pouvoir d'achat, ce dernier ayant quasi stagné en 2022.

Cette dérive inflationniste a conduit les banques centrales à mettre en œuvre des hausses de leurs taux directeurs quitte à provoquer une récession. La Banque Centrale Européenne a amorcé le relèvement de ses taux d'intérêts à partir de juillet et à quatre reprises, pour porter le taux de refinancement à 2,5% en fin d'année.

Ce resserrement monétaire et l'inflation ont tiré nettement les taux longs à la hausse. L'OAT 10 ans a été porté à 3,10% le 30 décembre 2022 contre 0,194% en décembre 2021, soit une hausse de 290 points de base en l'espace de seulement un an. De la même manière le taux du Livret A a été revu à la hausse passant de 0,5% en décembre 2021 à 2% en août 2022. Soit un taux moyen de 1,38% en 2022 contre 0,50% en 2021.

Cette hausse pèse fortement sur les encours d'emprunts qui sont à 63% indexés sur le taux du Livret A. Ainsi cette progression s'est traduite par une charge additionnelle d'environ 7 M€ en 2022.

INDICATEURS D'ACTIVITÉ

Erilia conçoit, construit et gère sur la durée des lieux de vie à fort impact social, territorial et environnemental. Avec environ 65 000 logements et un réseau de 19 agences et 9 antennes en France, Erilia, ESH à compétence nationale, se positionne comme l'acteur majeur du pôle immobilier social des Caisses d'Épargne – Groupe Habitat en Région.

Erilia est un ensemblier social présent dans 40 départements et 329 communes. Son savoir-faire diversifié en matière de logement locatif social, logement intermédiaire, accession sociale à la propriété et habitats spécifiques permet de proposer des solutions globales aux besoins des territoires et des habitants.

L'ESH maîtrise les compétences de développement de logements en maîtrise d'ouvrage directe, en acquisition amélioration, en VEFA, en aménagement, en accession sociale à la propriété. Elle est par ailleurs un acteur engagé du renouvellement urbain.

Erilia a mis depuis son origine la qualité de service et la satisfaction de ses clients au cœur de ses préoccupations. Elle accompagne ses 134 169 habitants au quotidien grâce à la présence de proximité assurée par les gestionnaires d'immeubles et à son organisation au plus près des territoires.

Malgré le contexte économique défavorable évoqué précédemment qui pèse sur le prix de revient des opérations et sur leur refinancement, la société Erilia a maintenu ses différents programmes de renouvellement d'offre locative, de livraison de logements neufs et de réhabilitation des logements anciens.

Les principaux chiffres d'activité sur 2022 sont les suivants :

- Livraison de 1 530 logements locatifs livrés et acquis, et de 118 logements en accession ;
- Lancement de plus de 1 393 logements locatifs dont 45 en accession à la propriété ;
- Au 31 décembre 2022, 4 057 logements sont en cours de chantier à divers stade d'avancement ;
- Le nombre de dossiers de financement déposés ou d'agrémentés demandés s'élève à 1 846 logements ;
- Réhabilitation de 2 159 logements, dont 387 en réhabilitation globale et 1 772 en remplacement de composants ;

- Dans le cadre de la vente HLM, Erilia a vendu 192 de ses logements (dont 40% aux locataires en place), auxquels se rajoutent 48 logements en accession sociale et 24 logements en accession classique. En complément, Erilia travaille à l'attractivité de ses territoires avec la livraison d'une crèche et d'un pôle médical.

Par ailleurs, les indicateurs fondamentaux de l'activité locative restent très satisfaisants. En effet le taux de recouvrement est de 99,6%, le taux d'impayés se réduit légèrement à 5,43%, le taux de rotation est de 5,73% et enfin le taux de vacance s'élève à 0,81%.

FAITS MAJEURS DE L'EXERCICE

Début 2022, Erilia a déployé sa nouvelle organisation, plus décentralisée, afin de mieux répondre aux enjeux des territoires. 5 directions régionales sont créées pour renforcer l'ancrage local de la société et gagner en proximité : Provence-Alpes-Corse, Côte d'Azur, Occitanie, Nouvelle-Aquitaine et Auvergne-Rhône-Alpes.

Cette organisation est complétée par la création du Groupement d'Intérêt Economique (GIE) de maîtrise d'ouvrage Deltalia. Ce GIE assure par la mise en commun de moyens humains, techniques et financiers, la maîtrise d'ouvrage des opérations immobilières de construction et de réhabilitation de ses membres : Erilia et VILIA. Ce GIE peut être aussi amené à prester pour Erilia Accession. Ce rôle d'ensemblier social est incarné par le déploiement d'un écosystème de marques qui articule tous les savoir-faire de l'immobilier social pour proposer des solutions qui répondent aux besoins des territoires et de leurs habitants. Ce modèle laisse toute la place aux marques en favorisant le croisement des expertises.

Les différentes marques d'Erilia sont :

- Erilia Aménagement (aménageur)
- Carré Syndic (syndic de copropriété)
- Génération Habitat et Services (solutions produits et services pour les jeunes et les seniors)
- Erilia Accession (accession sociale à la propriété - structure juridique : SCIC HLM)
- VILIA (foncière de logement intermédiaire - structure juridique : SAS)

Le 27 avril, le Conseil d'Administration d'Erilia a nommé Christine FABRESSE à sa présidence. Elle est également présidente du Directoire de la Caisse d'Epargne CEPAC. Par la suite, le 24 juin, les administrateurs d'Erilia ont reconduit Frédéric LAVERGNE dans ses fonctions de Directeur Général pour une période de 5 ans.

En juin 2022, Erilia a concrétisé l'apport en capital et en actifs à Logirem pour contribuer à son redressement dans le cadre du plan validé par la CGLLS, et des missions de soutenabilité financière attribuées à la SAC Habitat en Région Sud-Est. L'aide financière apportée est composée :

- d'un apport d'un patrimoine de 789 logements par Erilia (patrimoines de Gardanne et de Port Saint Louis du Rhône) pour soutenir l'autofinancement de Logirem.
- d'une augmentation de capital de 5 M€ en numéraire souscrite par Erilia à hauteur de 4,1 M€ et 0,9 M€ par la SAS Groupe Habitat en Région en vue d'apporter des fonds propres à Logirem. À l'issue de cette augmentation de capital, Erilia détient 50,42% de Logirem.

Le Groupe Habitat en Région et Erilia sont actionnaires de référence au sein du Conseil d'Administration de Logirem et ont conclu à cet effet un pacte d'actionnaires afin d'organiser notamment la gouvernance de la société. Ce soutien financier doit permettre à Logirem de poursuivre sa mission de façon indépendante et sans mutualisation. Il est par ailleurs réalisé dans l'intérêt social d'Erilia qui par cette prise de participation au capital de Logirem renforce sa position d'acteur majeur du pôle immobilier social des Caisses d'Epargne - Groupe Habitat en Région.

COMPTES SOCIAUX

BILAN ACTIF (en milliers d'euros)

ACTIF IMMOBILISÉ	EXERCICE 2022		EXERCICE 2021		VARIATION
	BRUT	AMORTISSEMENTS ET DÉPRÉCIATIONS	NET	NET	
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES					
Baux emphytéotiques	69 425	25 203	44 222	39 878	4 344
Autres	7 710	6 579	1 131	673	458
IMMOBILISATIONS CORPORELLES					
Terrains nus, terrains aménagés, loués, bâtis	831 594	2 297	829 297	784 300	44 997
Constructions locatives sur sol propre	4 821 224	1 800 004	3 021 220	2 915 936	105 283
Constructions locatives sur sol d'autrui	381 985	165 526	216 459	224 947	-8 488
Bâtiments administratifs	32 701	12 845	19 856	17 582	2 274
Installations techniques, matériel et outillage et autres	14 466	11 850	2 616	3 614	-999
IMMOBILISATIONS CORPORELLES EN COURS					
VRD, agencement et aménagement de terrains	79 549	-	79 549	88 642	-9 093
Constructions et autres immobilisations corporelles en cours	417 989	-	417 989	409 229	8 761
Avances et acomptes	67	-	67	67	-
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES					
Participations	29 884	-	29 884	15 623	14 261
Prêts participatifs	13 560	-	13 560	13 560	-
Autres	3 083	-	3 083	2 913	170
TOTAL ACTIF IMMOBILISÉ (1)	6 703 237	2 024 305	4 678 932	4 516 964	161 968
ACTIF CIRCULANT					
STOCKS ET EN-COURS					
Terrains, immeubles, approvisionnements	37 005	-	37 005	29 010	7 995
FOURNISSEURS DÉBITEURS	6	-	6	-	6
CRÉANCES D'EXPLOITATION					
Créances locataires et comptes rattachés	52 966	21 420	31 546	29 828	1 718
Créances sur acquéreurs	1 757	-	1 757	848	909
Autres	85 425	-	85 425	83 716	1 709
CRÉANCES DIVERSES	11 641	299	11 342	7 685	3 657
VALEURS MOBILIÈRES DE PLACEMENT	11 497	2 030	9 467	11 007	-1 540
DISPONIBILITÉS	267 682	-	267 682	203 426	64 256
CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE	25 410	-	25 410	27 813	-2 403
TOTAL ACTIF CIRCULANT (2)	493 390	23 749	469 641	393 333	76 308
TOTAL DES CHARGES À RÉPARTIR (3)	-	-	-	-	-
PRIME DE REMBOURSEMENT DES OBLIGATIONS (4)	866	-	866	-	866
TOTAL GÉNÉRAL (1+2+3+4)	7 197 492	2 048 054	5 149 439	4 910 297	239 142

BILAN PASSIF (en milliers d'euros)	EXERCICE 2022	EXERCICE 2021	VARIATION
CAPITAL ET RÉSERVES			
Capital	4 498	4 498	-
Réserves et primes	628 632	578 803	49 829
<i>Dont relevant du SIEG</i>	38 390		
Report à nouveau			-
<i>Dont relevant du SIEG</i>			
Résultat de l'exercice	38 340	49 919	- 11 579
<i>Dont relevant du SIEG</i>	29 463	38 460	
Sous-total	671 470	633 220	38 250
SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	571 617	564 917	6 700
TOTAL CAPITAUX PROPRES (1)	1 243 087	1 198 137	44 950
PROVISIONS			
Provisions pour risques	10 439	8 550	1 889
Provisions pour gros entretien	50 343	49 528	815
Autres provisions pour charges	15 287	14 421	866
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (2)	76 069	72 500	3 569
DETTES			
DETTES FINANCIÈRES			
Participation des employeurs à l'effort de construction	287 407	282 110	5 297
Emprunts obligataires	55 000	-	55 000
Caisse des Dépôts et Consignations	2 228 240	2 182 229	46 011
C.G.L.L.S	-	-	-
Autres établissements de crédit	1 034 829	912 001	122 828
DETTES FINANCIÈRES DIVERSES			
Dépôts et Cautionnements reçus	25 670	25 190	480
Emprunts et dettes financières diverses	30 302	30 453	-152
Concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques	-	49 998	-49 998
Intérêts courus	28 793	21 310	7 483
Intérêts compensateurs	488	770	-282
Clients Locataires Crédoiteurs	25 318	23 881	1 437
DETTES FOURNISSEURS ET AUTRES			
Fournisseurs d'exploitation	31 084	31 152	-68
Dettes fiscales et sociales et autres	23 834	26 601	-2 767
Fournisseurs sur immobilisations	52 456	43 839	8 617
Autres dettes	4 011	3 843	168
TOTAL DETTES (3)	3 827 432	3 633 378	194 054
PRODUITS CONTASTÉS D'AVANCE (4)	2 851	6 281	-3 430
TOTAL GÉNÉRAL (1+2+3+4)	5 149 439	4 910 297	239 142

COMPTE DE RÉSULTAT (en milliers d'euros)

PRODUITS D'EXPLOITATION	EXERCICE 2022	EXERCICE 2021	VARIATION
Ventes d'immeubles	16 123	2 902	13 221
Variation de stocks	7 997	8 072	-75
Récupération des charges locatives	73 383	70 061	3 322
Loyers	344 963	338 484	6 479
Autres produits divers	56 185	60 701	-4 517
TOTAL PRODUITS D'EXPLOITATION	498 651	480 221	18 430
CHARGES D'EXPLOITATION			
Achats stockés et variation de stocks	21 850	10 526	11 325
Achats non stockés	22 804	21 073	1 731
Services extérieurs	128 993	126 956	2 036
Impôts, taxes et versements assimilés	48 591	47 139	1 452
<i>Charges de personnel :</i>			
- Salaires et traitements	34 424	35 203	-779
- Charges sociales	16 938	17 684	-747
<i>Dotations aux amortissements et aux provisions</i>			
- Dotations aux amortissements des immobilisations et baux à long terme	116 510	111 413	5 097
- Autres dotations aux amortissements des immobilisations	1 826	1 893	-68
- Dotations aux provisions sur actifs circulants	23 636	22 291	1 345
- Dotations aux provisions pour gros entretien	22 034	18 729	3 305
- Autres dotations aux provisions pour risques et charges	7 051	4 604	2 447
- Autres charges	6 666	4 434	2 233
TOTAL CHARGES D'EXPLOITATION	451 322	421 945	29 377
RÉSULTAT D'EXPLOITATION (1)	47 329	58 276	-10 947
PRODUITS FINANCIERS			
Produits autres immobilisations financières	263	111	153
Produits autres créances et valeurs mobilières de placement	3 325	1 403	1 922
Autres produits financiers	269	173	96
Reprises sur provisions			-
Produits de cessions des valeurs mobilières de placement			-
TOTAL PRODUITS FINANCIERS	3 858	1 687	2 171
CHARGES FINANCIÈRES			
Dotations aux amortissements et aux provisions	1 601	491	1 110
Charges d'intérêts	56 120	49 506	6 614
Autres charges financières			-
TOTAL CHARGES FINANCIÈRES	57 721	49 997	7 724
RÉSULTAT FINANCIER (2)	-53 863	- 48 311	-5 552
PRODUITS EXCEPTIONNELS			
Sur opérations de gestion	10 824	8 551	2 273
Sur opérations en capital	79 789	48 382	31 407
TOTAL PRODUITS EXCEPTIONNELS	90 613	56 933	33 680
CHARGES EXCEPTIONNELLES			
Sur opérations de gestion	3 120	1 972	1 148
Sur opérations en capital	41 986	14 326	27 660
TOTAL CHARGES EXCEPTIONNELLES	45 106	16 298	28 808
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (3)	45 507	40 635	4 872
PARTICIPATION DES SALARIÉS AUX RÉSULTATS (4)	633	682	-49
IMPÔT SUR LES SOCIÉTÉS (5)	-	-	-
RÉSULTAT DE L'EXERCICE (1+2+3-4-5)	38 340	49 919	-11 579
<i>dont relevant du SIEG</i>	<i>29 463</i>	<i>38 460</i>	<i>-8 997</i>

PRINCIPES, RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

MÉTHODES GÉNÉRALES DE PRÉSENTATION ET D'ÉVALUATION

Les règles et méthodes comptables d'évaluation appliquées pour l'arrêté des comptes clos le 31 décembre 2022 sont celles prévues par :

- le règlement de l'ANC n° 2014-03 du 5 juin 2014 relatif au plan comptable général,
- le règlement de l'ANC n° 2015-04 du 4 juin 2015 relatif aux comptes annuels des organismes de logement social à comptabilité privée,
- les commentaires de comptes publiés le 4 novembre 2015, formant le titre II de l'annexe 4 – Organisation de l'instruction comptable applicable aux organismes HLM à comptabilité privée – de l'arrêté du 7 octobre 2015 conjoint du Ministère du Logement, de l'Égalité des Territoires et de la Ruralité, du Ministère des Finances et Comptes publics et du Ministère de l'Intérieur, homologuant l'instruction comptable applicable aux organismes HLM à comptabilité privée tel que modifié par l'arrêté du 1er avril 2019.

Les principes comptables retenus pour l'élaboration des comptes de l'exercice sont respectés en appliquant les règles

de prudence et en retenant les principes généraux suivants :

- continuité de l'exploitation,
- permanence de méthodes comptables d'un exercice sur l'autre,
- indépendance des exercices.

Le bilan, compte de résultat et les annexes n'ont pu être mis à jour sur la base des derniers modèles de l'arrêté du 14 décembre 2022 compte tenu de la parution tardive de cet arrêté et de l'absence de mise à jour par notre éditeur de logiciel des états correspondants. Les effets de cette nouvelle règle sont sans impacts significatifs sur la présentation du bilan, du compte de résultat et des notes annexes.

PRINCIPALES MÉTHODES D'ÉVALUATION DU BILAN ET DU COMPTE DE RÉSULTAT

IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les immobilisations corporelles sont inscrites à leur valeur d'acquisition, à leur coût de production ou à leur valeur d'apport.

Erilia a donc retenu les familles de composants et les durées d'amortissement suivantes :

COMPOSANTS	DURÉE D'AMORTISSEMENT	RÉPARTITION DES COMPOSANTS	
		INDIVIDUEL	COLLECTIF
STRUCTURE ET GROS ŒUVRE	55 ans	80.8%	77.7%
MENUISERIES EXTÉRIEURES	25 ans	5.4%	3.3%
CHAUFFAGE COLLECTIF OU CHAUFFAGE INDIVIDUEL	25 ans 15 ans	3.2%	3.2%
ÉTANCHÉITÉ TERRASSES	15 ans	-	1.1%
RAVALEMENT AVEC AMÉLIORATION (RÉHABILITATION THERMIQUE)	15 ans	2.7%	2.1%
ÉLECTRICITÉ	25 ans	4.2%	5.2%
PLOMBERIE - SANITAIRE	25 ans	3.7%	4.6%
ASCENSEURS	15 ans	-	2.8%

DÉTERMINATION DES COMPOSANTS

Les éléments principaux d'immobilisations corporelles devant faire l'objet de remplacement à intervalles réguliers sont comptabilisés séparément dès l'origine et lors des remplacements.

Ces dépenses doivent obligatoirement être comptabilisées en immobilisations, par composant.

- Construction avec bail : si la durée du bail est inférieure à la durée du composant principal, l'amortissement de la construction sera calculé sur la durée du bail.
- Foyers : même ventilation et même durée que les logements.

Le composant remplacé est mis au rebut. Le montant du bien sorti est calculé en fonction de la valeur déflatée du composant qui le remplace.

Les autres immobilisations corporelles font l'objet d'un amortissement linéaire sur leurs durées probables d'utilisation.

Le point de départ de la période d'amortissement de l'ensemble des immobilisations est la date de mise en service, calculée prorata temporis.

Une provision pour dépréciation est éventuellement constituée s'il existe un indice de perte de valeur (vacance anormalement élevée, désordres techniques et projets de démolition), par comparaison avec la valeur actuelle de l'immobilisation concernée et la valeur nette comptable.

IMMOBILISATIONS CORPORELLES EN COURS

Elles représentent les terrains et constructions en cours dont la mise en service n'est pas effectuée. Leur valorisation correspond à l'ensemble des coûts comptabilisés y compris des factures non reçues au 31 décembre.

CONDUITE D'OPÉRATION

En application de l'avenant N°98-5 T.T. de l'instruction comptable selon lequel l'immobilisation des coûts internes de maîtrise d'ouvrage doit être comptabilisée pour le montant réel, Erilia a valorisé ces coûts en fonction des charges de personnel directement affectées à l'activité de construction neuve, aux opérations de réhabilitation thermique et aux opérations de promotion immobilière. Ces charges directes ont été ensuite réparties sur les opérations en cours en fonction d'une modélisation de l'activité liée au nombre de logements et au type d'opération.

IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES

Les titres de participation figurent au bilan à leur coût d'acquisition. Une provision pour dépréciation est constituée dès lors que la valeur d'usage est inférieure à la valeur d'inventaire.

AMORTISSEMENTS

Les baux sont amortis dans les mêmes conditions que le composant « Structure » dans la limite de la durée du bail. Le point de départ de la période d'amortissement des immeubles de rapport est la date de mise en service, les durées d'amortissement des différents composants sont reprises dans le tableau des immobilisations corporelles.

Les dépenses réalisées sur des programmes mis en service avant le 31 décembre de l'année précédente sont rattachées à la date de mise en service d'origine.

Les amortissements des biens autres que les immeubles sont calculés de façon linéaire sur les durées suivantes :

- **3 ans** : matériel informatique
- **3 ans** : logiciels
- **5 ans** : matériel, outillage
- **7 ans** : mobilier de bureau

COMPTES DE STOCKS

Les stocks et en-cours sont comptabilisés à leur coût de production, hors frais financiers internes. Ils concernent l'activité d'accession des programmes immobiliers destinés à la vente en l'état futur d'achèvement. Des provisions pour dépréciation peuvent être constatées. Elles représentent le montant des travaux payés sur les lots terminés, invendus depuis plus d'un an, ainsi que d'éventuelles pertes à terminaison rapportées au taux d'avancement des travaux.

CRÉANCES D'EXPLOITATION

L'article R.423-1-5 du Code de la Construction et de l'Habitation précise que : « *Les sommes dues à titre de loyers, charges et accessoires par les locataires partis et par les locataires dont la dette est supérieure à un an font l'objet d'une dépréciation en totalité. Pour les autres sommes dues, les règles comptables applicables à l'évaluation des actifs s'appliquent* ».

Erilia applique les taux de dépréciation des créances clients, issus de sa propre étude.

STRATES	N	N-1
0 - 3 mois	6%	6%
3 - 6 mois	26%	26%
6 - 12 mois	47%	47%
+ de 12 mois	100%	100%
Partis	100%	100%

Le quittancement est effectué à terme échu pour les logements conventionnés, à échoir pour les logements non conventionnés. Les logements vacants ne sont pas quittancés.

La régularisation des charges locatives relatives aux immeubles collectifs fait l'objet d'un calcul théorique au 31 décembre pour la clôture des comptes et d'une régularisation au réel les mois suivants. Aucune provision pour créances douteuses n'est constituée pour le débiteur Caisse d'Allocations Familiales.

CRÉANCES DIVERSES

Les autres créances d'exploitation et les créances diverses sont comptabilisées à leur valeur nominale. Une provision est constituée en fonction du risque spécifique lié à ces créances.

VALEURS MOBILIÈRES DE PLACEMENT

Les placements de trésorerie disponibles à moins d'un an sont gérés dans le respect de la réglementation des ESH. Ils sont enregistrés à leur valeur d'achat, hors frais et coupons courus.

Les moins-values latentes font l'objet d'une provision pour dépréciation, en application du principe de prudence.

SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT

Au poste « Subventions » figurent les subventions notifiées.

Les subventions comptabilisées, rattachées à des programmes livrés font l'objet d'un transfert au compte de résultat à chaque arrêté.

Elles sont comptabilisées au moment de leur notification. Seules les subventions finançant des logements livrés sont transférées au compte de résultat selon le même rythme que l'amortissement du composant « Structure ». Les subventions foncières, affectées au terrain, sont reprises en résultat par dixième.

PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

PROVISION POUR GROS ENTRETIEN

Les dépenses d'entretien faisant l'objet de programmes pluriannuels de gros entretien ou de grandes révisions, qui ont pour objet de vérifier le bon fonctionnement des installations et d'y apporter un entretien sans prolonger leur durée de vie au-delà de celle prévue initialement, peuvent être comptabilisées selon l'approche par composant ou sous la forme de provisions pour gros entretien ou de grandes révisions sur la base des coûts des programmes pluriannuels et non plus de façon forfaitaire.

Erilia a opté pour la comptabilisation d'une provision pour gros entretien sur la base d'un plan pluriannuel d'entretien valorisé sur 3 ans, détaillé par opération et par catégorie de travaux.

Les dépenses récurrentes telles que celles relatives aux contrats d'entretien P3 (contrats de maintenance) ou aux remises en état des logements n'entrent pas dans l'assiette de la PGE.

Ce plan est actualisé à chaque clôture en fonction de la mise à jour du plan :

- d'une nouvelle dotation en cas de travaux supplémentaires,
- d'une reprise de provision pour les montants utilisés ou d'une reprise de provision devenue sans objet.

PROVISION POUR INDEMNITÉS DE DÉPART EN RETRAITE

Les engagements en matière de retraite correspondent aux droits acquis fin d'exercice majorés des charges

sociales et fiscales. Le montant est provisionné sur la base de la méthode préférentielle qui prend en compte l'ensemble des salariés en fonction des droits acquis, de l'ancienneté calculée, du coefficient de survie, du taux IBBOXX. Les taux de rotation sont limités aux seules prévisions de démissions.

La société suit la directive du Groupe Habitat en Région pour estimer le montant à provisionner.

DETTES FINANCIÈRES

Les emprunts et dettes assimilées inscrits à leur valeur nominale, suivant leur date d'encaissement, sont diminués des remboursements opérés.

Les frais d'émission d'emprunt sont étalés de manière linéaire sur la durée des financements conformément à la directive du Groupe Habitat en Région.

Les intérêts des emprunts PLA dont le paiement se trouve différé, sont comptabilisés au passif en « Intérêts Compensateurs », ils sont constitués du montant global des intérêts compensateurs figurant sur les tableaux d'amortissement de la C.D.C. augmenté de la part des intérêts courus jusqu'au 31 décembre.

Conformément à l'avis 99-A du 5 juillet 1999 du comité d'urgence du Conseil National de la Comptabilité qui a préconisé la suppression de l'inscription en charges différées des intérêts compensateurs, les intérêts compensateurs dont le paiement est différé constituent des charges de l'exercice pendant lequel ils ont couru.

DETTES D'EXPLOITATION ET DETTES DIVERSES

Les dettes d'exploitation et autres sont évaluées à leur valeur nominale. Les dettes fournisseurs incluent les factures non parvenues au 31 décembre 2022, pour tenir compte des travaux et services effectués à la date de la clôture.

AUTRES ÉLÉMENTS D'INFORMATIONS

INFORMATION SUR LES POSTES CONCERNANT LES ENTREPRISES LIÉES

- Titres de participation : 13 983 K€
- Créances et comptes rattachés : néant
- Autres créances : 7 464 K€
- Dettes fournisseurs et comptes rattachés : néant
- Autres dettes : 150 K€
- Comptes de produits financiers : 343 K€
- Comptes de charges financières : néant
- Prêt participatif : 13.60 M€

RÉMUNÉRATIONS ALLOUÉES AUX MEMBRES DES ORGANES D'ADMINISTRATION ET DE GESTION

- Organes d'administration : néant
- Organes de gestion : la mention de l'information conduirait à communiquer une rémunération individuelle.

COMPLÉMENTS D'INFORMATIONS

RELATIFS AU BILAN ET AU COMPTE DE RÉSULTAT

BILAN

TABLEAU DES IMMOBILISATIONS (en milliers d'euros)

SITUATIONS ET MOUVEMENTS	AUGMENTATIONS			DIMINUTIONS		
	VALEURS AU 31/12/2021	ACQUISITION - CRÉATION	VIREMENT POSTE À POSTE	VIREMENT POSTE À POSTE ET ABANDONS PROJETS	SORTIES ACTIFS	VALEURS AU 31/12/2022
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES						
Baux emphytéotiques logements en usufruit temporaire	61 944	1 300	6 233	45	6	69 425
Autres	6 742	967	-	-	-	7 710
SOUS-TOTAL (1)	68 686	2 267	6 233	45	6	77 135
IMMOBILISATIONS CORPORELLES						
Terrains	784 772	1 139	52 988	2 746	4 559	831 594
Constructions sur sol propre	4 662 891	20 082	391 932	174 553	79 126	4 821 224
Constructions sur sol d'autrui	385 261	464	6 662	5 547	4 856	381 985
Bâtiments administratifs et installations	29 801	35	5 795	2 900	31	32 701
SOUS-TOTAL (2)	5 862 725	21 720	457 377	185 746	88 572	6 067 504
AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES	14 199	317	-	-	51	14 466
SOUS-TOTAL (3)	14 199	317	-	-	51	14 466
IMMOBILISATIONS EN COURS						
Terrains - VRD	88 642	6 409	12 173	27 676	-	79 549
Constructions	409 229	271 583	19 371	281 179	1 013	417 989
Avances	67	-	-	-	-	67
SOUS-TOTAL (4)	497 938	277 992	31 544	308 855	1 013	497 605
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES						
Participations	15 623	14 261	313	313	-	29 884
Prêts	13 560	-	-	-	-	13 560
Autres	2 913	312	-	-	142	3 083
SOUS-TOTAL (5)	32 096	14 573	313	313	142	46 527
TOTAL (1+2+3+4+5)	6 475 644	316 869	495 467	494 959	89 784	6 703 237

VARIATION DES IMMOBILISATIONS ET DES AMORTISSEMENTS

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

À 77.1 M€, elles comprennent, pour l'essentiel, les baux emphytéotiques et à construction pour 69.4 M€.

IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET EN-COURS

- Le total des immobilisations corporelles représente 6 068 M€, les en-cours 497.6 M€.
- Au cours de l'exercice 2022, de la conduite d'opération a été incorporée au prix de revient des immobilisations en cours pour un montant de 2.6 M€.
- En 2022, 1 457 logements ont été mis en service, 73 acquis-améliorés, 789 logements ont été transférés à Logirem suite à l'Apport Partiel d'Actif et 192 ont été vendus dans le cadre de la vente HLM.

IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES

Au 31 décembre 2022, elles s'élèvent à 46.5 M€ et sont en hausse de 14.4 M€ par rapport à l'exercice précédent.

Cette variation se décompose principalement de la façon suivante :

- participation à l'augmentation de capital de Logirem à hauteur de 4.2 M€ et à l'Apport Partiel d'Actif à cette même structure contre remise de titres pour une valeur d'environ 5 M€.
- achat de parts sociales des Caisses d'Épargne (CECAZ, CEPAC et CERA) pour une valeur de 5 M€.

TABLEAU DES AMORTISSEMENTS (en milliers d'euros)

VARIATIONS DES AMORTISSEMENTS	VALEUR AU 31/12/2021	AUGMENTATIONS (DOTATIONS)	DIMINUTIONS (CESSIONS)	VALEURS AU 31/12/2022
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Baux emphytéotiques et logements en usufruit temporaire	22 065	3 144	6	25 203
Autres	6 069	510	-	6 579
SOUS-TOTAL (1)	28 135	3 654	6	31 782
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Constructions sur sol propre	1 744 921	103 761	50 754	1 797 928
Constructions sur sol d'autrui	160 315	8 948	3 736	165 526
Bâtiments administratifs & installations	12 219	657	31	12 845
SOUS-TOTAL (2)	1 917 454	113 366	54 521	1 976 299
AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Installations générales	2 158	307	5	2 460
Matériel de transport	579	-	9	570
Matériel de bureau et informatique	4 416	750	28	5 138
Mobilier	3 432	259	9	3 682
SOUS-TOTAL (3)	10 585	1 316	51	11 850
TOTAL (1+2+3)	1 956 174	118 335	54 578	2 019 931

Les amortissements cumulés au 31 décembre 2022 s'élèvent à 2 020 M€.

Les augmentations correspondent aux amortissements de l'exercice pour 118.3 M€.

Les diminutions, à hauteur de 54.6 M€ sont principalement dues à la sortie des biens suite à l'Apport Partiel d'Actif à Logirem pour 28 M€, au renouvellement de composants pour 14.1 M€, aux ventes de logements pour 7.9 M€, à la restitution d'un bien dont le bail est arrivé à terme sur l'exercice pour 1.9 M€, à la cession d'un foyer pour 1.7 M€, et à la démolition de 5 logements au « Hameau des Pins » pour 0.4 M€.

STOCKS ET EN-COURS

Les stocks et en-cours s'élèvent à 37 M€ contre 29 M€ fin 2021. Ils concernent des opérations principalement destinées à la vente (Accession).

La variation, d'un exercice à l'autre, est pour l'essentiel due au destockage d'opérations dont le transfert de propriété a été acté en 2022 pour 14.6 M€ (3.8 M€ pour 24 logements en accession sociale des « Terrasses de Lascaris » à Villeneuve Loubet, 0.2 M€ pour 1 PSLA du « Clos des Senteurs » à Mouans-Sartoux, 0.3 M€ pour 2 PSLA du « Cailletier » à Roquefort-les-Pins, 1.1 M€ pour 7 PSLA

des « Terrasses de la Confina » à Ajaccio, 0.7 M€ pour 4 PSLA du « 632 Bréguières » à Antibes, 1.4 M€ pour 10 PSLA d'« Oxalys » à Juvignac, 3.3 M€ pour 24 PSLA du « Lou Mistral » au Lavandou, 2.8 M€ pour la revente d'un terrain à Le Taillan, 0.3 M€ pour la vente d'un commerce au « Channing » à Biarritz, 0.6 M€ pour une crèche de la « Résidence Le Jasmin » à La Londe les Maures et à l'avancement des opérations en cours pour 22.5 M€ concernant diverses opérations en accession sociale, PSLA et datation.

CRÉANCES

CRÉANCES D'EXPLOITATION

En hausse de 4.1 M€ par rapport à 2021, globalement les créances brutes d'exploitation s'élèvent à 140.1 M€ et sont toutes exigibles à moins d'un an. Elles comprennent les créances sur locataires pour 53 M€ et les autres créances d'exploitation détaillées ci-dessous.

CRÉANCES LOCATAIRES (en milliers d'euros)

	2022	2021	VARIATION
Créances locataires simples	36 491	34 429	2 062
- Provisions	-4 983	- 4 623	-360
- Couverture	13.66 %	13.43%	0.23%
Créances locataires douteux	16 475	17 051	-576
- Provisions	-16 437	- 17 030	593
- Couverture douteux	99.77 %	99.88%	-0.11%
TOTAL	31 546	29 827	1 719
COUVERTURE	40.44 %	42.06%	-1.62%
Pertes sur créances irrécouvrables	4 125	3 012	1 113

Les autres créances d'exploitation augmentent de 6.3 M€ par rapport à l'exercice précédent et ressortent à 98.5 M€ ; elles sont détaillées dans le tableau suivant :

AUTRES CRÉANCES (en milliers d'euros)

	2022	2021	VARIATION
Créances acquéreurs - locataires attributaires	1 757	848	909
Créances à facturer	3 228	3 148	80
APL - AL	128	36	92
Subventions d'investissement à recevoir	80 426	78 214	2 212
TVA déductible	1 531	1 940	-409
Créances sur cessions immobilisations	808	1 151	-343
Groupe et associés	8 027	4 382	3 645
État - CICE	0	113	-113
Divers	2 619	2 417	202
TOTAL	98 524	92 249	6 275

À noter que les créances acquéreurs à 1.8 M€ sont principalement constituées de la part-acquisitive en PSLA pour 1.6 M€. On constate une baisse de 0.7 M€ pour la partie non exigible et une certaine stabilité pour la partie exigible.

CRÉANCES DIVERSES

Elles augmentent de 3.7 M€ par rapport à 2021 et s'élèvent à 11.6 M€ en valeur brute.

VALEURS MOBILIÈRES DE PLACEMENT, DISPONIBILITÉS ET AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES

Globalement, les disponibilités nettes s'élèvent à 277.1 M€. Les valeurs mobilières de placement représentent 9.5 M€. Les disponibilités, à 267.7M€, ont augmenté de 64.3 M€ par

rapport à l'exercice 2021. Elles sont placées à hauteur de 218,2 M€ sur les Livrets A, 18 M€ sur des DAT et 31.5 M€ sur des comptes courants à vue.

CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE ET CHARGES À REPARTIR

Au 31 décembre 2022, les charges constatées d'avance s'élèvent à 25.4 M€ et diminuent de 2.4 M€ par rapport à 2021. Elles correspondent essentiellement aux appels de fonds versés aux différents syndics de copropriété.

CAPITAUX PROPRES (en milliers d'euros)

Au 31 décembre 2022, les capitaux propres, y compris les subventions d'investissement pour 571.6 M€, s'élèvent à 1 243 M€. Ils progressent de 45 M€ par rapport au 31 décembre 2021.

	2022	2021
Situation en début d'exercice	1 198 137	1 144 374
Variation des subventions	6 700	34 719
Résultat de l'exercice	38 340	49 919
	<i>dont hors-SIEG</i>	<i>8 877</i>
Dividendes distribués	- 90	- 90
Augmentation de capital		43
Imputation sur les réserves autres		- 30 829
SITUATION AU 31 DÉCEMBRE 2021	1 243 087	1 198 137

Le capital social s'élève à 4 497 987 € et est composé de 115 333 actions d'un nominal de 39 € chacune.

DÉTAILS DES PROVISIONS

(en milliers d'euros)

	2021	DOTATIONS	REPRISES	2022
PROVISIONS DÉPRÉCIATION D'ACTIF				
Dépréciation sur immobilisations corporelles et incorporelles	2 505	2 166	298	4 373
Dépréciation sur créances locataires	21 653	21 420	21 653	21 420
Dépréciation sur autres créances	264	51	16	299
Dépréciation sur valeurs mobilières de placement	491	1 540	-	2 031
TOTAL DÉPRÉCIATION D'ACTIF (1)	24 912	25 176	21 967	28 122
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES				
Risques et litiges	8 550	2 771	883	10 439
Charges de retraite	7 277	788	1 163	6 902
Provisions pour gros entretien	49 528	22 034	21 220	50 343
Autres provisions pour risques et charges	7 144	3 492	2 251	8 385
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (2)	72 500	29 085	25 517	76 069
TOTAL DES PROVISIONS (1+2)	97 413	54 261	47 484	104 190

Globalement, les provisions pour risques et charges s'élevaient à 76.1 M€ en augmentation de 3.6 M€ par rapport à l'exercice précédent.

La provision pour gros entretien atteint 50.3 M€ au 31 décembre 2022. Elle est évaluée à partir d'un plan pluriannuel d'entretien pour 42.8 M€ et de travaux en cours réglés aux syndicats pour 7.5 M€.

Les autres provisions pour risques et charges concernent notamment les charges locatives sur les logements vacants 2022 qui seront comptabilisées en 2023 suite aux régularisations pour 2 M€ et divers contentieux existants au 31 décembre 2022.

Les provisions pour les médailles du travail ainsi que celles pour les indemnités de départ en retraite représentent 7.4 M€.

La provision sur valeurs mobilières de placement a été dotée de 1.5 M€.

À noter que la provision pour dépréciation des immobilisations corporelles a été reprise pour 148 K€ (ajustement) en prévision de la démolition d'une partie des groupes « La Castellane », « Les Grands Cyprès », « La Trillade », « Valdegour », « Rillieux » et « Air Bel » ; cette dernière a également été dotée à hauteur de 2 M€ sur deux terrains dont les projets ne pourront aboutir et dont le prix de revente n'est pas certain, portant le total à 4.4 M€ pour cette provision.

ÉTAT DES DETTES

(en milliers d'euros)

	MONTANT NET AU BILAN 2021	MONTANT NET AU BILAN 2022	DEGRÉ D'EXIGIBILITÉ		
			MOINS DE 1 AN	DE 1 À 5 ANS	PLUS DE 5 ANS
Participation des employeurs	282 110	287 407	14 318	60 646	212 443
Emprunts obligataires	-	55 000	-	-	55 000
Emprunts bancaires	3 094 230	3 263 069	162 552	302 508	2 798 009
Dépôts et cautionnements	25 190	25 670	-	-	25 670
Autres emprunts	30 453	30 302	686	2 958	26 657
Concours bancaires courants	49 998	-	-	-	-
Intérêts courus non échus	21 310	28 793	28 793	-	-
Intérêts compensateurs	770	488	31	125	333
DETTES FINANCIÈRES	3 504 061	3 690 730	206 380	366 236	3 118 113
Fournisseurs	74 991	83 540	83 540	-	-
Clients créditeurs	23 881	25 318	25 318	-	-
Personnel	5 998	5 904	5 904	-	-
Organismes sociaux	3 075	3 644	3 644	-	-
Fiscales	17 529	14 287	14 287	-	-
Créditeurs divers	3 843	4 011	4 011	-	-
EXPLOITATION ET DIVERSES	129 317	136 703	136 703	-	-
PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE	6 281	2 851	2 851	-	-
TOTAL	3 639 659	3 830 283	345 934	366 236	3 118 113

Le montant total des dettes s'élève au 31 décembre 2022 à 3 830 M€, en hausse de 190.6 M€ par rapport à 2021.

- Elles sont essentiellement composées d'emprunts finançant les opérations d'investissement à hauteur de 3 690 M€.
- Les clients créditeurs à 25.3 M€ augmentent de 1.4 M€ dont 23 M€ pour excédent d'acomptes sur charges communes collectives et 2.2 M€ de locataires excédentaires.
- Les dettes d'exploitation à 54.9 M€ au 31 décembre 2022 diminuent de 2.8 M€ par rapport à l'exercice précédent.

Elles sont principalement constituées par :

- les dettes fournisseurs pour 31.1 M€,
- les cotisations dues aux organismes sociaux et à l'État pour 23.8 M€.
- Les dettes diverses, pour 56.5 M€, sont principalement constituées par des factures et des factures non parvenues de fournisseurs d'immobilisations pour 52.5 M€.

VARIATION DES DETTES FINANCIÈRES

(en milliers d'euros)

	SOLDE AU 31/12/2021	ENCAISSEMENT 2022	REMBOURSEMENTS		
			2022	ANTICIPÉS 2022	SOLDE AU 31/12/2022
Participation des employeurs + Action Logement	282 116	19 472	14 018	163	287 407
Emprunts obligatoires	-	55 000	-	-	55 000
Caisse des Dépôts et Consignations	2 182 229	109 597	57 912	5 674	2 228 240
C.G.L.L.S	222	-	57	-	164
Crédit Foncier	154 224	6 044	5 176	-	155 091
Caisse d'Épargne	439 471	96 041	35 149	4 480	495 884
Crédit Agricole	27 638	-	1 915	-	25 724
Autres banques	290 447	331 274	237 195	26 559	357 966
TOTAL	3 376 346	617 429	351 422	36 876	3 605 476

COMPTE DE RÉSULTAT

ÉVOLUTION DU CHIFFRE D'AFFAIRES

(en milliers d'euros)

	2022	2021	VARIATION
Ventes d'immeubles et terrains	16 123	2 902	13 221
Charges locatives	73 383	70 061	3 322
Loyers (y compris loyers liés à l'accession)	344 963	338 484	6 479
Autres produits	4 487	2 549	1 938
TOTAL	438 956	413 996	24 960

Le chiffre d'affaires global de l'exercice représente 439 M€ en hausse de 25 M€ par rapport à l'exercice précédent.

Le chiffre d'affaires des ventes d'immeubles est en forte hausse à 16.1 M€ contre 2.9 M€ en 2021.

Il correspond aux ventes en VEFA de 24 logements en accession sociale des « Terrasses de Lascaris » à Villeneuve Loubet pour 4.3 M€, 1 PSLA du « Clos des Senteurs » à Mouans-Sartoux pour 0.2 M€, 2 PSLA du « Cailletier » à Roquefort-les-Pins pour 0.3 M€, 7 PSLA des « Terrasses de la Confina » à Ajaccio pour 1.3 M€, 4 PSLA du « 632 Bréguières » à Antibes pour 0.7 M€, 10 PSLA d'« Oxalys » à Juvignac pour 1.5 M€, 24 PSLA du « Lou Mistral » au Lavandou pour 3.9 M€, la revente d'un terrain à Le Taillan pour 2.8 M€, la vente d'un commerce au « Channing » à Biarritz pour 0.4 M€ et une crèche de la « Résidence Le Jasmin » à La Londe les Maures pour 0.6 M€.

Les loyers à 345 M€ augmentent de 6.5 M€ par rapport à 2021.

Cette augmentation correspond pour l'essentiel à la mise en service des nouveaux ensembles immobiliers.

L'impact de la Réduction de Loyer de Solidarité (RLS) est de 15.8 M€ pour l'exercice 2022, contre 15.5 M€ en 2021 soit une hausse de 2.1%.

COMPTE DE RÉSULTAT PAR ACTIVITÉ

(en milliers d'euros)

	2022	2021	VARIATION
Produits des activités locatives	344 427	338 313	6 114
Dotations aux amortissements des constructions	-118 378	- 111 898	-6 480
Intérêts sur emprunts locatifs	-55 781	- 43 867	-11 914
Subventions virées au résultat de l'exercice	19 190	17 601	1 589
Récupération de charges locatives	661	609	52
Charges non récupérées	-2 180	- 1 252	-928
MARGE SUR LOCATIF	187 939	199 506	-11 567 (-6%)
Productions diverses	6 648	10 410	-3 762
Entretien du patrimoine	-68 892	-61 457	-7 435
- Dont entretien courant du patrimoine	-13 157	-12 476	-681
- Dont gros entretien consommé	-32 000	-32 769	769
- Dont provisions et reprises gros entretien	-1 437	4 466	-5 903
- Dont autres dépenses NR (charges copropriétés, nettoyage, sécurité,...)	-22 298	-20 678	-1 620
Taxes foncières	-29 835	- 28 969	-866
Charges nettes sur créances douteuses locataires	-4 233	-4 074	-159
C.G.L.L.S. et mutualisation	-6 545	-7 228	683
Charges de structure	-74 132	-75 196	1 064
- Dont charges de personnel	-53 981	-55 269	1 289
Autres provisions et reprises	-2 342	- 1 386	-956
RÉSULTAT DE L'ACTIVITÉ LOCATIVE	8 608	31 606	-22 998 (-73%)
RÉSULTAT DE L'ACTIVITÉ ACCESSION (y compris loyers accession)	1 788	406	1 382 (340%)
RÉSULTAT D'EXPLOITATION COURANT	10 396	32 012	-21 616 (-68%)
RÉSULTAT FINANCIER	2 259	- 4 445	6 704 (-151%)
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL	26 318	23 034	3 284 (14%)
INTÉRESSEMENT	633	682	-49 (-7%)
RÉSULTAT DE L'EXERCICE	38 340	49 919	-11 579 (-23%)

Le résultat de l'exercice passe de 49.9 M€ à 38.3 M€ soit une baisse de plus de 11.6 M€.

Les principaux éléments qui expliquent cette variation sont les suivants :

- la marge locative en baisse de 11.6 M€, impactée par la hausse des charges d'intérêts sur emprunts indexés au taux du Livret A,
- les dépenses d'entretien qui augmentent de 7.4 M€ dues à une progression de la PGE de 5.9 M€,
- les taxes foncières qui augmentent de 0.9 M€,
- les charges de structure qui baissent de 1.1 M€,
- la hausse du résultat financier de 6.7 M€ essentiellement due à l'augmentation du taux du Livret A,
- la hausse du résultat exceptionnel de 3.2 M€ liée principalement à l'augmentation des dégrèvements de taxe foncière de 2.1 M€.

PREUVE DE L'IMPÔT (en milliers d'euros)

Base taxable	5 176
Déductions diverses	-15 283
Réintégrations diverses	6 621
Amort. sur valeur	-
TOTAL IMPOSABLE	-3 486
Déficit antérieur	-83 521
Base 26,5 %	-
IS à 26,5%	-
IS DÉFINITIF	-
Crédit d'impôt	-
CICE	-
IS NET	-
Acomptes versés	-
IS À PAYER	-

CAPACITÉ D'AUTOFINANCEMENT ET AUTOFINANCEMENT NET

(en milliers d'euros)

	2022	2021	VARIATION	
			EN VALEUR	EN %
Loyers	344 427	338 313	6 114	
PRODUITS LOCATIFS	344 427	338 313	6 114	2 %
Intérêts sur emprunts locatifs et intérêts compensateurs	-54 746	- 43 866	-10 879	
Remboursement capital	-105 875	- 98 882	-6 993	
Variation des intérêts compensateurs	-282	- 114	-168	
Subventions d'exploitation	227	310	-83	
ANNUITÉS LOCATIVES	-160 675	- 142 552	-18 123	13 %
En % des loyers	46.65 %	42.14%	-	
Taxe foncière	-29 835	- 28 969	-866	
T.F.P.B	-29 835	-28 969	-866	3 %
En % des loyers	8.66%	8.56%	-	
Gros entretien	- 32 000	- 32 769	769	
Entretien	-36 222	-35 755	-467	
Subventions et transferts	24	246	-222	
TOTAL ENTRETIEN DU PATRIMOINE	-68 198	-68 278	80	0%
En % des loyers	19.80%	20.18%	-	
Produits annexes (y compris conduite opération)	6 303	9 931	-3 628	
Charges de personnel non récupérables	-53 816	-55 271	1 455	
Charges de structure	-25 590	-25 621	30	
TOTAL GESTION ET FONCTIONNEMENT	-73 104	-70 960	-2 143	3%
En % des loyers	21.22%	20.97%	-	
Pertes et profits sur gestion courante	-3 709	-454	-3 255	717%
AUTOFINANCEMENT LOCATIF COURANT	8 906	27 100	-18 193	-67%
En % des loyers	2.59%	8.01%	-	
MARGE DES PRÊTS	-	-	-	-
Ventes d'immeubles-Revenus des SCI	24 567	10 977	13 590	
Loyer location accession				
Charges accession	-22 779	-10 572	-12 207	
MARGE ACCESSION	1 788	405	1 383	341%
Produits financiers	3 858	1 687	2 171	
Autres charges financières	-1 094	-5 640	4 547	
RÉSULTAT FINANCIER	2 764	-3 954	6 718	-170%
En % des loyers	0.80%	- 1.17%	-	
Produits exceptionnels	14 391	12 230	2 161	
Charges exceptionnelles	-10 042	-6 752	-3 290	
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL	4 349	5 478	- 1 128	-21%
INTÉRESSEMENT	-633	-682	49	
AUTOFINANCEMENT NET	17 175	28 347	-11 172	-39%
En % des loyers	4.99%	8.38%	-	
CAPACITÉ D'AUTOFINANCEMENT (Avant remboursement des emprunts locatifs et dotations aux intérêts compensateurs)	123 331	127 343	-4 012	-3%

AUTOFINANCEMENT

L'autofinancement net, qui exclut les ventes d'immobilisations, s'élève à 17.2 M€ représentant 5% des loyers.

Les principales variations de l'exercice 2022 portent sur :

- une hausse des loyers pour 6.1 M€,
- une forte augmentation des annuités locatives pour 18.1 M€ suite à l'évolution du taux du Livret A,

- une hausse des pertes sur gestion courante de 3.2 M€ correspondant à des créances irrécouvrables pour 1.1 M€ et de la vacance financière pour 0.9 M€ suite à des rattrapages de régularisation de charges,
- une hausse du résultat financier de 6.7 M€.

INFORMATION SUR LE MÉCANISME D'ALERTE DANS LES ESH

(en milliers d'euros)

(En application du décret n° 2014-1151 du 7/10/2014)

	EXERCICE 2020	EXERCICE 2021	EXERCICE 2022	MOYENNE DES RATIOS 3 DERNIERS EXERCICES
Autofinancement net HLM	24 899	28 347	17 175	
- Total Produits financiers (compte 76)	2 303	1 687	3 858	
- Total Produits des activités annexes (compte 70)	388 898	413 996	438 956	
- Charges récupérées (compte 703)	- 65 322	- 70 061	-73 383	
Dénominateur du ratio d'autofinancement	325 879	345 621	369 431	
Ratio d'autofinancement net HLM	7.64%	8.20%	4.65%	6.83%
Taux de référence (art R. 423-70 du CCH)		Seuil d'alerte		3%

En application du décret, Erilia se situe au-dessus du seuil d'alerte.

AUTRES INFORMATIONS

TABLEAU DES FILIALES ET PARTICIPATIONS

(en milliers d'euros)

	NOMBRE DE TITRES TOTAL	CAPITAL DÉTENU	QUOTE-PART DÉTENUE
SCIC Erilia Accession	69 263	1 054	99.84 %
SAC Habitat en Région	110 000	60	54.50 %
SAS VILIA	390	3 570	53.33 %
SA d'HLM Logirem	540 834	9 265	50.42 %
SA d'HLM Immobilière du Moulin Vert	38 175	34	10.00 %
TOTAL		13 982,62	

Aucune provision pour dépréciation des titres n'est comptabilisée sur l'exercice 2022.

ENGAGEMENT HORS BILAN (en milliers d'euros)

ENGAGEMENTS REÇUS	AU 31/12/2022	ENGAGEMENTS DONNÉS	AU 31/12/2022
Avals, cautions, garanties reçues	-	Avals, cautions, garanties données	281 043
Emprunts locatifs et autres	197 681	Reste à payer sur marchés signés	496 280
Autres engagements reçus	81 222	Divers	90 863
TOTAL	278 903	TOTAL	868 186

AFFECTATION DU RÉSULTAT (en euros)

Le Conseil d'administration soumet à l'Assemblée Générale Ordinaire les comptes arrêtés au 31 décembre 2022 et propose d'affecter le solde créditeur de la façon suivante :

	<i>Dont relevant du SIEG</i>	
Report à nouveau au 01/01/2022	-	-
Résultat de l'exercice	38 339 778,23	29 462 883,70
TOTAL	38 339 778,23	29 462 883,70
Dotation à la réserve de prévoyance	14 130 941,91	7 602 165,67
Dotation aux autres réserves (Plus-values nettes sur cessions immobilières)	24 050 830,11	21 739 295,35
Distribution de dividendes : 1,37€ par action	158 006,21	121 422,68
Report à nouveau au 31/12/2022	-	-

ACTIVITÉS RELEVANT DU SERVICE D'INTÉRÊT ÉCONOMIQUE GÉNÉRAL

Pour l'exercice 2022, les résultats SIEG et hors SIEG s'élèvent respectivement à : 29 462 883.70 € et 8 876 894.53 €.

Il est rappelé que les loyers et charges directes induits par la gestion des logements libres et intermédiaires ne relèvent pas de l'activité SIEG. Par ailleurs, certains produits et charges ne peuvent être affectés directement à 100% à l'une des activités SIEG ou hors SIEG.

En conséquence, il a été retenu pour ces produits et charges, une ventilation à partir des produits d'activité (comptes 70 hors récupération de charges en 703).

Au titre de l'exercice 2022, les clés de ventilation calculées SIEG et hors SIEG sont respectivement de 87.51% et 12.49%.

DÉLAIS DE PAIEMENT

En application de la publication de la fédération des ESH du 27 décembre 2017 et en conséquence de l'analyse juridique de la Direction juridique et fiscale de l'USH, les informations qui figurent dans les tableaux ci-dessous n'intègrent pas les créances locataires à usage d'habitation privée.

FOURNISSEURS

ARTICLE D.441I.-1° DU CODE DE COMMERCE : FACTURES REÇUES NON RÉGLÉES À LA DATE DE CLÔTURE DE L'EXERCICE DONT LE TERME EST ÉCHU

(A) TRANCHES DE RETARD DE PAIEMENT	ARTICLE D.441I.-1° DU CODE DE COMMERCE : FACTURES REÇUES NON RÉGLÉES À LA DATE DE CLÔTURE DE L'EXERCICE DONT LE TERME EST ÉCHU					
	0 JOUR	1 À 30 JOURS	31 À 60 JOURS	61 À 90 JOURS	91 JOURS ET +	TOTAL (1 JOUR ET +)
Nombre de factures concernées						
Montant total des factures concernées TTC	18 180 057.23	140 553.87	62 179.12	73 915.80	112 671.60	18 569 377.62
Pourcentage du montant total TTC de l'exercice	97.90%	0.76%	0.33%	0.40%	0.61%	100%
(B) FACTURES EXCLUES DU (A) RELATIVES À DES DETTES LITIGIEUSES						
Nombre de facture exclues						
Montant total des factures exclues	372 805.86					
(C) DÉLAIS DE PAIEMENT DE RÉFÉRENCES UTILISÉS (CONTRACTUEL OU DÉLAI LÉGAL - ARTICLE L.441-6 OU L.443-1 DU CODE DU COMMERCE)						
Délais de paiement utilisés pour le calcul des retards de paiement	Délais contractuels : 30 jours ou 45 jours selon marchés / Délais légaux : 60 jours date facturation					

CRÉANCES PROFESSIONNELLES

TRANCHES DE RETARD DE PAIEMENT	0 À 3 MOIS	3 À 6 MOIS	6 À 12 MOIS	PLUS DE 12 MOIS	TOTAL
Nombre de factures concernées					
Montant total des factures concernées TTC	195 911	104 601	119 533	343 166	763 211
Pourcentage du montant total TTC de l'exercice	25.67%	13.71%	15.66%	44.96%	100.00%

DIVIDENDES VERSÉS AU COURS DES 3 DERNIERS EXERCICES

(en euros)

Il est rappelé, en application de l'article 243 bis du Code Général des Impôts, que les dividendes par action mis en distribution par la société Erilia au titre des trois derniers exercices précédents ont été les suivants :

	MONTANT DES DIVIDENDES VERSÉS	MONTANT DU DIVIDENDE PAR ACTION
EXERCICE 2022	89 960	0,78
EXERCICE 2021	89 960	0,78
EXERCICE 2020	100 518	0,88

RÉSULTAT FINANCIER DE LA SOCIÉTÉ AU COURS DES 5 DERNIERS

EXERCICES (en euros)

	2018	2019	2020	2021	2022
CAPITAL EN FIN D'EXERCICE					
Capital social	4 454 775	4 454 775	4 454 775	4 497 987	4 497 987
Nombre d'actions existantes	114 225	114 225	114 225	115 333	115 333
Chiffre d'affaires	386 151 369	392 529 108	388 897 951	413 996 100	438 956 038
Résultat avant charges calculées	123 933 931	121 538 786	135 209 590	144 899 735	145 298 679
Résultat après charges calculées	41 752 798	32 634 320	39 730 678	49 919 441	38 339 778
Résultat distribué	100 518	100 518	89 960	89 960	158 006
RÉSULTAT PAR ACTION					
Résultat avant charges calculées	1 085	1 064	1 184	1 256	1 260
Résultat après charges calculées	366	286	348	433	332
Dividende par action	0.88	0.88	0.78	0.78	1.37
PERSONNEL					
Effectif moyen des salariés employés	856	883	900	916	882
Montant de la masse salariale	31 507 994	32 160 694	33 271 555	35 203 037	34 423 987
Montant des avantages sociaux	16 849 763	16 019 284	17 037 905	17 684 191	16 937 545

EFFECTIF DE LA SOCIÉTÉ

Au 31 décembre 2022, l'effectif de la société se compose de 862 salariés, 852.27 équivalents temps plein répartis comme suit :

	2022	2021
Personnel d'immeuble	351	353
Personnel administratif	501	549
- Dont cadres	221	230
- Dont employés et agents de maîtrise	280	318
TOTAL	852	902

HONORAIRES ENGAGÉS EN 2022

(en milliers d'euros, hors taxes)

	KPMG	COFIMEC
Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels	56	60.9

RÉSULTAT EXCEPTIONNEL

AU TITRE DE L'EXERCICE 2022, LE RÉSULTAT COMPTABLE EXCEPTIONNEL S'ÉTABLIT À 45.5 M€. IL COMPREND POUR L'ESSENTIEL :

21.9 M€

plus-values sur
sorties d'actifs
(cessions ou mises
au rebut)

19.2 M€

de quotes-parts
de subventions
d'investissement
virées au résultat de
l'exercice

5.1 M€

de dépenses
sur sinistres

2.9 M€

de remboursements
d'assurances

1.6 M€

de dépenses
sur des projets
abandonnés

8.6 M€

de dégrèvements
d'impôts

ÉVÉNEMENTS POST-CLÔTURE

Aucun évènement postérieur à la clôture n'a été constaté.

UTILISATION DE LA VARIATION DU FONDS DE ROULEMENT NET GLOBAL

AU 31/12/2022

(en milliers d'euros)

	BESOINS	DÉGAGEMENTS	SOLDE
VARIATIONS EXPLOITATION « CONSTRUCTION-ACCESSION »			
Variations des actifs d'exploitation :			
- Terrains et immeubles en cours	-	1 866	-
- Immeubles temporairement loués	9 864	-	-
- Sociétés civiles immobilières (ou S.C.C.C.)	86	-	-
Variations des dettes d'exploitation:			
- Créances sur acquéreurs	881	-	-
- Emprunt accession (Financement de stocks immobiliers)	-	11 387	-
- Fournisseurs de stocks immobiliers	223	-	-
- Produits de ventes sur lots en cours	3 976	-	-
TOTAUX	15 029	13 253	-
A - VARIATIONS «EXPLOITATION - CONSTRUCTION ACCESSION»			1 776
VARIATIONS EXPLOITATION « LOCATIF ET AUTRES ACTIVITES »			
Variations des actifs d'exploitation :			
- Approvisionnements	-	2	-
- Locataires et organismes payeurs d'APL	2 261	-	-
- Clients douteux ou litigieux	-	576	-
- Produits non encore facturés	1	-	-
- Fournisseurs débiteurs	6	-	-
- Autres	1 537	-	-
- Charges constatées d'avance	-	2 403	-
Variations des dettes d'exploitation:			
- Locataires (excédents d'acomptes)	-	923	-
- Autres	-	514	-
- Fournisseurs (exploitation, gestion)	-	155	-
- Intérêts courus (sauf accession relais, préfinancement)	-	7 483	-
- Autres	2 222	-	-
TOTAUX	6 027	12 056	-
B - VARIATION NETTE «EXPLOITATION»			-6 029
VARIATIONS « HORS EXPLOITATION »			
Variations des actifs:			
- Autres	4 248	-	-
Variations des dettes:			
- Fournisseurs d'immobilisations	-	8 617	-
- Autres	-	810	-
TOTAUX	4 248	9 427	-
C - VARIATION NETTE «HORS EXPLOITATION»			-5 179
D - VARIATION DU BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT (A+B+C)			-9 432
VARIATION « TRESORERIE »			
Variations des actifs:			
- Valeurs mobilières de placement	-	-	-
- Variations des disponibilités	114 254	-	-
TOTAUX	114 254	-	-
E - VARIATION NETTE «TRÉSORERIE»			114 254
VARIATION DU FONDS DE ROULEMENT NET GLOBAL (D+E)			104 822

La variation du fonds de roulement net global, au 31 décembre 2022, s'élève à 104.8M€.

ACTIVITÉ DES FILIALES

LOGIREM

Logirem est une Entreprise Sociale pour l'Habitat du Groupe Habitat en Région. Elle rassemble les compétences de ses collaboratrices et collaborateurs au services des habitants de 22 000 logements, dans 76 communes de Provence-Alpes-Côte d'Azur et de Corse.

Née de l'urgence – répondre aux besoins massifs de relogement et accueillir les rapatriés en 1960 -, Logirem est devenue le partenaire durable des territoires. L'entreprise conjugue ses métiers de bailleur social, promoteur-constructeur et aménageur pour œuvrer à la transformation des quartiers et du quotidien. Au-delà du logement, Logirem est un acteur de l'économie locale qui contribue à la mixité sociale, à la rénovation des centres villes et au renouvellement urbain. Logirem mobilise également sa Fondation d'entreprises pour soutenir les projets facilitant les liens entre les habitants par la culture et l'éducation.

FAITS MARQUANTS :

Le comité des aides et le conseil d'administration de la CGLLS ont validé en 2022 la mise en place d'un protocole d'aide qui couvre la période 2020 (date d'entrée en négociation) à 2028. Le protocole a également été validé par les instances de Logirem, de la SAC Habitat en Région Sud-Est et de la SAS Groupe Habitat en Région. Il prévoit notamment de la part de la CGLLS une aide financière de 15,983 M€ afin d'aider Logirem à réaliser la réhabilitation de son patrimoine. Logirem s'engage en contrepartie à maîtriser ses coûts de fonctionnement, à continuer la vente HLM au rythme de 40 logements vendus par an et à réaliser les investissements prévus dans le protocole. Par ailleurs, et conformément à son Plan Moyen Terme (PMT), Logirem a poursuivi la mise en œuvre de sa stratégie d'optimisation des recettes via les cessions :

- d'un ensemble immobilier à VILOGIA (6 M€ de plus-value),
- de Certificat d'Economie d'Énergie (CEE) à hauteur de 3,6M€
- et également au travers de rationalisation des coûts par le transfert à Erilia de son activité de syndic.

Enfin, Logirem a cédé le 5 juillet 2022 au Groupe Habitat en Région les 157 078 actions qu'elle détenait chez Axentia pour leur valeur nominale, soit 251 324,80€.

Le résultat 2022, s'élève à 13,8 M€ en baisse de 24% par rapport à 2021. L'autofinancement net s'élève lui à 11,5 M€ en baisse de 31%.

VILIA

VILIA est une foncière SAS dédiée au logement intermédiaire initialement créée par la SA d'ilm Logirem et rachetée en février 2021 par Erilia à hauteur de 53,33% du capital et par les Caisses d'Épargne CEPAC, Côte d'Azur à hauteur de 20% chacune et Rhône Alpes à hauteur de 6,67%.

FAITS MARQUANTS :

Le contexte économique de crise générale a fortement impacté l'activité de la société. La hausse brutale des taux d'intérêt a rendu le modèle économique de revente des logements à 15 ans inopérant, celui-ci étant assis sur un emprunt in fine. 15% des logements prévus en lancement ont été reportés ou annulés – un chiffre néanmoins inférieur à la baisse subie par les ventes en bloc du marché national (-20%).

VILIA a dû reconfigurer en urgence son offre en adoptant un modèle en démembrement financé par un emprunt classique. Ce nouveau dispositif a été validé par le Conseil d'Administration et le PMT a été actualisé en ce sens. Ce nouveau modèle a démontré sa pertinence et a permis de relancer le plan de charge de la société avec, à ce jour, 195 logements prévus en avant-contrat.

Le résultat de l'exercice 2022 se solde par une perte de 323 K€, essentiellement sous l'effet d'éléments non récurrents liés au démarrage de la structure qui a pris un peu de retard suite au contexte économique.

Au cours de l'année 2022 les premières livraisons sont intervenues en fin d'année concernant deux groupes immobiliers :

- Les Grands Chais, composé de 6 logements à Léognan,
- Square St Louis, composé de 45 logements à Bordeaux.

Au 31 décembre 2022, le patrimoine est désormais constitué de 131 logements.

Par ailleurs, 9 nouvelles opérations ont été lancées cette année, pour 220 logements au total.

Il n'y a pas eu de cession ou démolition de patrimoine au cours de l'exercice 2022.

Au niveau de la gestion locative, le taux de vacance est de 4,14% et le taux de recouvrement de 83,83%.

Les loyers 2022 s'élèvent à 824 K€ dont 144 K€ au titre des appels de provisions sur charges récupérables.

L'impayé locataire a progressé de 120 K€ pour atteindre 248 K€ au 31 décembre 2022, dont 48 K€ liés à la régularisation fin 2022 de charges 2021 débitrices. Le montant de la provision pour créances douteuses est de 221 K€ au 31 décembre 2022 soit un taux de couverture de 89%.

ERILIA ACCESSION

La dénomination sociale de Soleil Logis a été modifiée au cours de l'exercice 2022 au profit d'Erilia Accession. C'est une Société Coopérative d'Intérêt Collectif d'HLM (SCIC HLM), dédiée à l'accession sociale à la propriété. Son associé principal est la société Erilia qui détient 99.84% du capital social.

FAITS MARQUANTS :

Erilia Accession poursuit son décollage malgré les incertitudes de la conjoncture économique. L'activité de la société a été essentiellement consacrée au profit d'Erilia, aucun lancement n'étant prévu en 2022. 89% des logements en cours de commercialisation ont fait l'objet d'une réservation.

L'activité de prospection menée par les équipes d'Erilia ont porté leur fruit et, à ce jour, 122 avant-contrats ont été réalisés dans les 12 derniers mois permettant d'envisager le lancement de 45 lancements en 2023 et la mise en commercialisation, toutes sociétés confondues, de 309 logements. L'activité atteint ainsi son rythme de croisière fixé à 300 logements par an.

Néanmoins, le contexte économique de hausse des coûts de construction (le BOT01, indice du coût de la

construction a augmenté de 10% en 2022) ainsi que la hausse des taux immobiliers commencent à impacter l'activité de la société. La vigilance reste de mise.

En l'absence d'opération sur 2022, le résultat net de l'exercice est négatif de -41 K€.

GIE DELTALIA

Le Groupement d'Intérêt Economique (GIE) de maîtrise d'ouvrage Deltalia a été créé le 1^{er} janvier 2022. Ce GIE assure par la mise en commun de moyens humains, techniques et financiers, la maîtrise d'ouvrage des opérations immobilières de construction et de réhabilitation de ses membres : Erilia et VILIA.

FAITS MARQUANTS :

Le groupement fonctionne moyennant une répartition des coûts entre ses membres en fonction de l'utilisation des services. Chaque membre doit compenser le coût exact d'utilisation des services de la structure.

À cet effet, les clés de répartition des coûts sont les suivantes :

- la facturation aux sociétés est calculée en fonction du montant des études réalisées et des travaux suivis durant l'exercice
- le montant des investissements pris en compte est pondéré en fonction de la complexité de l'opération selon les coefficients suivants :
 - 100% opération en Maîtrise d'Ouvrage Directe
 - 60% opérations en VEFA
 - 140% réhabilitation en milieu occupé

Ces clés tiennent donc compte de la taille de l'opération (via les volumes des investissements) et du temps nécessaire au suivi de l'opération (via le coefficient de complexité).

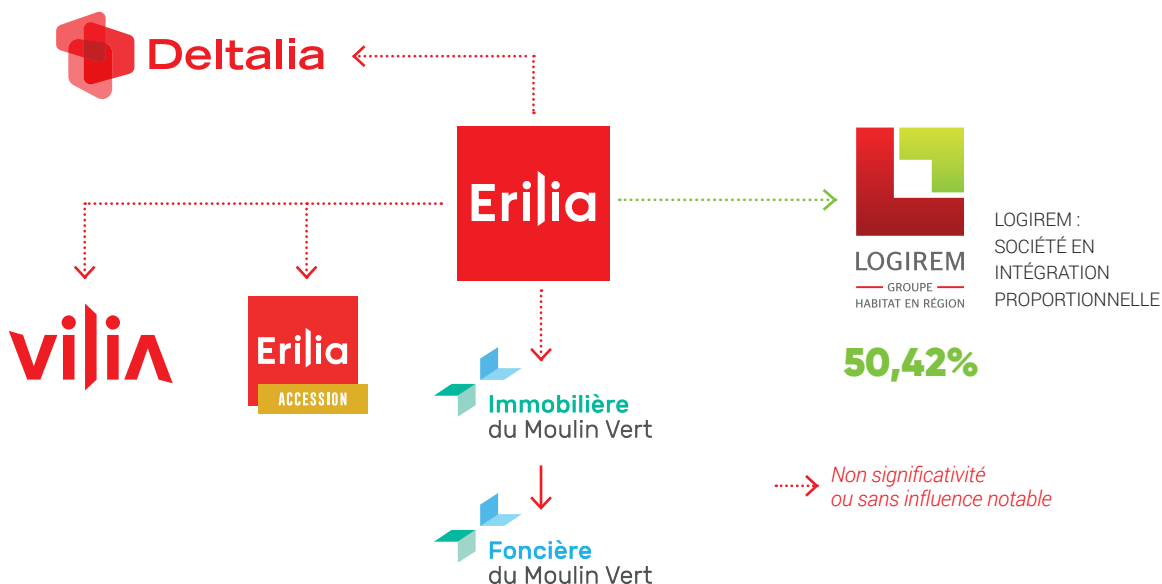
Pour 2022, le cout total à repartir est de 4,5 M€ principalement constitué de frais de personnel pour 3,6 M€ (soit 40 ETP). Le solde étant lié à des frais de fonctionnement.

Ces dépenses ont ensuite été réparties à hauteur de 92% sur Erilia et de 8% sur VILIA en fonction des clés de répartition évoquées précédemment.

COMPTES CONSOLIDÉS

L'ACTIVITÉ ET CONSOLIDATION D'ERILIA

Conformément au règlement ANC n°2021-01 relatif aux comptes consolidés, la Société Anonyme Erilia et ses filiales font l'objet d'une consolidation réglementaire. Cette dernière sert à donner une vision économique et comptable du Groupe Erilia.



2022 marquent la prise de participation majoritaire au capital de la Société Logirem.

En date du 01/07/2022, Erilia a réalisé un Apport Partiel d'Actifs de 8 résidences, et participé à une augmentation de capital (Cf. note de consolidation).

À la suite de ces opérations, Erilia et le Groupe Habitat en Région constituent l'actionnariat de référence avec respectivement 50,43% et 49,02% des actions.

Ce dernier, organisé dans un pacte d'actionnaires signé entre Erilia et la SAS Groupe Habitat en Région donne un contrôle conjoint aux deux actionnaires.

L'entrée de Logirem dans le périmètre d'Erilia s'effectue donc conformément aux règles en la matière, c'est-à-dire proportionnellement à hauteur de 50,42% à compter du 1^{er} juillet 2022.

A titre d'information, les filiales d'Erilia (Erilia Accession, VILIA, Deltalia, Immobilière du Moulin Vert et Foncière du Moulin vert) ont été exclues du périmètre de consolidation au regard des critères de significativité ou d'absence d'influence notable (Cf. Rapport de Combinaison).

COMPTE D'EXPLOITATION CONSOLIDÉ DU GROUPE ERILIA (en millions d'euros)

2022

PRODUITS D'EXPLOITATION	IP LOGIREM
+ Ventes d'Immeubles et de terrains	16
+ Loyers	375
+ Récupérations de charges locatives	81
+ Autres prestations de services	3
Chiffres d'affaires	474
+ Production stockée	9
+ Production immobilisée	4
+ Subventions d'exploitation	0
+ Reprises sur amortissements et provisions	51
+ Transfert de charges d'exploitation	0
+ Autres produits	3
TOTAL PRODUITS D'EXPLOITATION	542

CHARGES D'EXPLOITATION	
- Achats stockés et variations de stocks	-12
- Autres Achats	-36
- Services extérieurs	-140
- Impôts, Taxes et versements assimilés	-54
- Charges de personnel :	-57
- Salaires & traitements	-39
- Charges sociales	-19
Dotations amortissements et aux provisions	-186
- Dotations aux amortissements des immobilisations & baux à LT	-129
- Dotations aux provisions sur immobilisations	-3
- Dotations aux provisions sur actifs circulants	-23
- Dotations aux provisions pour risques & charges	-31
+ Quote part des subventions virées en résultat	18
- Autres charges	-7
TOTAL CHARGES D'EXPLOITATION	-474
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	68

PRODUITS FINANCIERS	
+ Produits des titres immobilisés, autres VMP et créances de l'actif immobilisé	0
+ Autres intérêts et produits assimilés	4
+ Reprise sur provision Financières	-
TOTAL PRODUITS FINANCIERS	5

CHARGES FINANCIÈRES	
- Dotations aux amortissements et aux provisions	-2
- Charges d'intérêts	-60
- Autres charges financières	-
TOTAL CHARGES FINANCIÈRES	-62
RÉSULTAT FINANCIER	-57

PRODUITS EXCEPTIONNELS	
+ Sur opérations de gestion	11
+ Sur opérations en capital	67
+ Reprise sur provisions et transfert de charges	0
TOTAL PRODUITS EXCEPTIONNELS	79

CHARGES EXCEPTIONNELLES	
- Sur opérations de gestion	-4
- Sur opérations en capital	-46
- Dotations aux provisions et amortissements exceptionnels	-1
TOTAL CHARGES EXCEPTIONNELLES	-51
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL	28
- Participation et IS	-
RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE	38

Dont Résultat Hors SIEG 9

Le chiffre d'affaires consolidé 2022 s'élève à 474 M€. Il est composé à hauteur de 95% de produits locatifs (79% de loyers et 17% des charges récupérables refacturées aux locataires). Le solde étant constitué par l'activité d'accession à la propriété et par les autres prestations de service.

À noter que l'impact de la Réduction de Loyer de Solidarité (RLS) est de 19 M€ pour l'exercice 2022.

Les charges d'exploitation sont de 474 M€. Les frais de personnel représentent 12% de ces charges, les services extérieurs 30 % et les dotations aux amortissements 39%. Le résultat du Groupe Erilia s'établit à 38 M€. Les contributions d'Erilia et Logirem sont respectivement de 34,8 M€ (90%) et 3,7 M€ (10%).

Le résultat financier, composé principalement des charges d'intérêts liés aux remboursements des emprunts, mobilise 85% du résultat d'exploitation, ce ratio s'établit à 63% pour Logirem qui dispose d'un endettement moindre (86% pour Erilia).

Le résultat exceptionnel de 28 M€ porté par les plus-values issues de la vente HLM et les dégrèvements de taxe foncière contribue à hauteur de 74% au résultat du Groupe Erilia, s'inscrivant dans les tendances observées dans le secteur HLM.

L'autofinancement net HLM du Groupe Erilia qui mesure les ressources générées par le cycle d'exploitation de l'entreprise, s'établit à 20 M€ soit 5,01% des loyers avant RLS. Il est porté à hauteur de 87% par Erilia et 13% par Logirem.

BILAN CONSOLIDÉ DU GROUPE ERILIA

(en milliers d'euros)

	IP LOGIREM		IP LOGIREM
ACTIF	2022	PASSIF	2022
Immobilisations Incorporelles	47	Capital	4
Immobilisations Corporelles	4 643	Réserves consolidées	765
Immobilisations en cours	584	Badwill	127
Immobilisations financières	39	Résultat consolidé	38
ACTIF IMMOBILISÉ	5 313	<i>dont Résultat Non-SIEG</i>	9
Stocks	39	CAPITAUX PROPRES part Groupe	808
Clients	44	Subv. investissement	683
Autres créances	123	FONDS PROPRES	1 491
Comptes de régulation	27	Provisions	83
Primes de régulation	1	Dettes Financières	4 175
Trésorerie	370	Dettes exploitation	129
ACTIF CIRCULANT	604	Dettes diverses	32
TOTAL	5 916	Comptes de régularisation	7
		TOTAL	5 916

Le total de bilan au 31/12/ 2022 s'élève à 5 916 M€. L'actif immobilisé de 5 313 M€ (soit 90% du total bilan) est couvert à hauteur de 78.5% par les dettes financières et 12.7% par les subventions d'investissement.

Les capitaux propres s'établissent à 812 M€ (681 M€ pour Erilia soit 84%, et 131M€ pour Logirem soit 16%) et les fonds propres s'élèvent à 1 491 M€.

À noter, l'entrée dans le périmètre d'Erilia au 1er juillet 2022 de la société Logirem qui entraîne une variation des capitaux propres de 248 M€ (127 M€ de badwill et 108 M€ de subventions).

La trésorerie nette du Groupe Erilia est de 370 M€. Elle est répartie à hauteur de 88% par Erilia et 12% par Logirem.

VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

(en milliers d'euros)

	ERILIA 31/12/2021	AFFECTATION DU RÉSULTAT	AFFECTATION DU RÉSULTAT	ENTRÉE DU PÉRIMÈTRE 01/07	RÉSULTAT DE L'EXERCICE	VARIATION DE SUBVENTION	GR ERILIA 31/12/2022
Capital	4			-	-		4
Réserve consolidées	579	50	-	149		-4	778
<i>dont BADWILL</i>				127			127
Résultat Consolidé (Part Groupe)	50	-50			38		38
<i>dont Résultat Non-SIEG</i>					9		
Situation nette	633	-	-	140	38	-4	808
Subvention	565			108	-	11	683
TOTAL FONDS PROPRES	1 198	-		248	38	7	1 491

Au 31 décembre 2022, le total des fonds propres consolidés réglementaires s'élève à 1 491 M€ :

- L'entrée de périmètre de la société Logirem entraîne une variation des capitaux propres de + 248 M€, dont + 127 M€ de Badwill et + 108 M€ de subventions.

- La reconstitution de la subvention adossée au patrimoine transmis par Erilia au travers de l'APA, d'un montant de 3,5 M€, est faite par un prélèvement sur la prime d'apport de la société Logirem.

FLUX DE TRESORERIE

Le tableau des flux de trésorerie permet d'apprécier l'évolution de la trésorerie entre les exercices 2021 et 2022 en présentant l'origine et l'utilisation de la trésorerie. Ainsi, on notera que la trésorerie nette est de 161 M€. L'activité d'exploitation a généré un excédent de trésorerie de 143 M€. L'impact investissement a généré un besoin de trésorerie de - 243 M€. L'impact financement a généré un excédent de trésorerie de 221 M€.

	2022
(en millions d'euros)	IP LOGIREM
RÉSULTAT DE L'EXERCICE	38
Dotations nettes aux amortissements et provisions (+)	188
Reprises sur provisions et transfert de charges (-)	-52
Valeurs nettes comptables des actifs cédés (+)	39
Produits de cessions (-)	-63
Quote part de subvention d'investissement virée au résultat (-)	-18
Impôts différés	-
Marge brute d'autofinancement des sociétés intégrées	133
Variation des stocks	-9
Variation des créances	-5
Variation des dettes d'exploitation	14
Variation des dettes diverses	10
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	10
FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS À L'EXPLOITATION	143
OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENTS	
Acquisitions d'immobilisations	-301
Incorporelles	-2
Corporelles	-284
Financières	-15
Produits de cession ou réduction des actifs immobilisés	57
Immobilisations incorporelles	-
Immobilisations corporelles	57
Immobilisations financières	-
Variation de périmètre	-
FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS À L'INVESTISSEMENT	-243
OPÉRATIONS DE FINANCEMENT	
Dividendes versés au cours de l'exercice	-
Augmentation des capitaux propres	5
Augmentation de capital en numéraire	1
Augmentation des subventions d'investissements	5
Variations nettes des dettes financières	215
Augmentation des dettes financières	576
Remboursements des emprunts	-386
Subventions d'investissement encaissées	26
FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AU FINANCEMENT	221
VARIATION DE TRÉSORERIE	121
Trésorerie nette d'ouverture	249
Variation de périmètre	
Variation n/n-1	121
Trésorerie nette de clôture	370

AUTOFINANCEMENT

L'autofinancement est un solde qui évalue les ressources générées par le cycle d'exploitation de l'entreprise, permettant d'assurer son autofinancement. Au sein du secteur HLM, on y intègre les remboursements d'emprunt liés à l'exploitation.

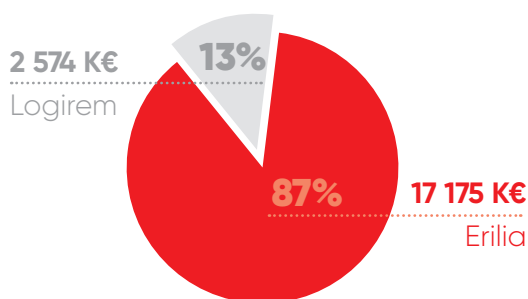
2022

(en K d'euros)

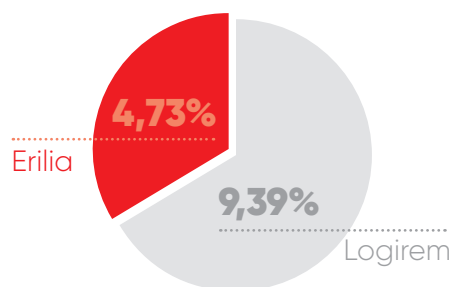
IP LOGIREM

RÉSULTAT DE L'EXERCICE	38 432
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	188 265
Reprise sur amortissements, dépréciations et provisions	-51 491
Valeurs comptables des éléments d'actifs cédés, démolis, remplacés	38 204
Produits des cessions d'éléments d'actifs (c/ 775)	-62 621
Quote-part des subventions d'Investissements virée au résultat de l'exercice (c/ 777)	-17 820
CAPACITÉ D'AUTOFINANCEMENT	132 969
Remboursements d'emprunts locatifs	-113 004
Variations intérêts compensateurs (c/ 16883)	-215
Dotations aux amortissements des intérêts compensateurs (c/ 6863)	-
AUTOFINANCEMENT NET HLM	19 750
en % des loyers (avant RLS)	5,01%
en % du CA (hors 703*)	5,02%

La capacité d'autofinancement de l'exercice 2022 est de + 133 M€. L'autofinancement net HLM est de 20 M€ avec un ratio de 5.01% des loyers.



AUTOFINANCEMENT 2022
PAR SOCIÉTÉ



AUTOFINANCEMENT 2022
EN % DES LOYERS

RAPPORT SUR LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE

Le présent rapport sur le gouvernement d'entreprise est établi afin de satisfaire aux dispositions des articles L. 225-37 du Code de Commerce, et comporte les informations requises en application de l'article L. 225-37-4 du même code.

Conformément à la faculté offerte par les dispositions de l'article L. 225-37 du Code de Commerce, ledit rapport fait l'objet d'une présentation au sein d'une section spécifique du présent rapport de gestion.

SOMMAIRE

- Actionnariat de la Société
- Composition du Conseil d'Administration et de ses Comités
- Choix d'exercice de la Direction Générale
- Conventions conclues entre un mandataire social ou un actionnaire significatif et une société contrôlée
- Tableau récapitulatif des délégations de compétence et de pouvoirs en matière d'augmentation de capital
- Liste des mandats et fonctions exercés dans toute société par chaque mandataire social durant l'exercice 2022

ACTIONNARIAT DE LA SOCIÉTÉ AU 31/12/2022

À la date du 31 décembre 2022, le capital social de la Société, d'un montant de 4 497 987 euros, est réparti en 115 333 actions d'une valeur nominale unitaire de 39 euros.

ACTIONNAIRES	NOMBRES D'ACTIONNAIRES	NOMBRE D'ACTIONS	POURCENTAGE DU CAPITAL
CATÉGORIE 1 : ACTIONNAIRE DE RÉFÉRENCE	2	113 451	98,37%
CATÉGORIE 2	13	13	0,01%
CATÉGORIE 3	3	3	0,00%
CATÉGORIE 4			
- PERSONNES MORALES	24	1 737	1,51%
- PERSONNES PHYSIQUES	27	129	0,11%
TOTAL GÉNÉRAL	69	115 333	100%

Conformément à l'article L. 422-2-1 du Code de la Construction et de l'Habitation, les actionnaires de référence (Catégorie I) sont la SAS Groupe Habitat en Région et la Caisse d'Epargne CEPAC.

COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION ET DE SES COMITÉS

CONSEIL D'ADMINISTRATION

La composition du Conseil d'Administration au 31 décembre 2022 est la suivante :

- M^{me} Christine FABRESSE - Présidente du Conseil d'Administration

CATÉGORIE I – ACTIONNAIRE DE RÉFÉRENCE

- GROUPE HABITAT EN RÉGION
représenté par M. François Rieu
- CAISSE D'EPARGNE CEPAC
représentée par M. Jérémy Estrader

CATÉGORIE II

- MÉTROPOLE NICE CÔTE D'AZUR
représentée par M. Anthony BORRE
- MÉTROPOLE GRAND LYON
représentée par M. Pierre-Alain MILLET
- MÉTROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE
représentée par M. Lionel ROYER-PERREAUT

CATÉGORIE III

- M. Georges-Claude TROVA (FLAM – Familles Rurales)
- M. Mehdi ACHOURI (Conférence Nationale du logement)
- M. Jean-Marc PERRON (UFC - Que Choisir)

CATÉGORIE IV

- CAISSE D'EPARGNE CÔTE D'AZUR
représentée par M. Jacques-Olivier HURBAL
- CAISSE D'EPARGNE LANGUEDOC-ROUSSILLON
représentée par M^{me} Nathalie BULCKAERT-GREGOIRE
- CAISSE D'EPARGNE LOIRE-DRÔME-ARDÈCHE
représentée par M. Bertrand MAGNIN
- CAISSE D'EPARGNE RHÔNE-ALPES
représentée par M^{me} Elsa MIGNANI

- VILLE DE MARSEILLE
représentée par M. Patrick AMICO
- M^{me} Patricia BAUCHERY
- M^{me} Laetitia AUSTRUY-MILHE
- M^{me} Laurence BERGERON

COLLÈGE DE CENSEURS

- CAISSE D'EPARGNE BRETAGNE-PAYS DE LOIRE
représentée par M^{me} Marie NAMIAS
- BPCE
- TOIT ET JOIE représentée par M. Yves ROLAND
- M. Hubert VOGLIMACCI
- COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION SOPHIA
ANTIPOLIS représentée par M^{me} Sophie NASICA

REPRÉSENTANTS DU COMITÉ SOCIAL ET ÉCONOMIQUE

- M^{me} Martine SALOMON
- M^{me} Géraldine DEVILLERS
- M. Jean-Michel PROUST
- M. Pascal ALLAIN

COMITÉ D'AUDIT

Le Comité d'Audit est une émanation du Conseil d'Administration auquel il rend compte de ses travaux. Il se réunit au moins deux fois par an afin notamment d'assurer le suivi du processus d'élaboration de l'information financière, de l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le suivi du contrôle légal des comptes annuels.

Le Comité d'Audit est chargé d'une double mission :

- l'examen, en présence des Commissaires aux Comptes, des comptes sociaux en vue de se forger une opinion,
- l'examen des différents travaux dans le domaine de l'audit et du contrôle interne, ainsi qu'en matière de risques notamment opérationnels.

Il peut également être appelé à émettre un avis sur les projets organisationnels ou de développement importants.

La composition du Comité d'Audit au 31 décembre 2022 est la suivante :

- Présidence – CAISSE D'EPARGNE CEPAC
représentée par M. Jérémy ESTRADER
- GROUPE HABITAT EN RÉGION
représentée par M. François RIEU

- CAISSE D'EPARGNE CÔTE D'AZUR
représentée par M. Jacques-Olivier HURBAL
- CAISSE D'EPARGNE LANGUEDOC-ROUSSILLON
représentée par M^{me} Nathalie BULCKAERT-GREGOIRE
- CAISSE D'EPARGNE BRETAGNE-PAYS DE LOIRE
représentée par M^{me} Marie NAMIAS
- BPCE
- M. Hubert VOGLIMACCI

COMITÉ DES RÉMUNÉRATIONS

Le Comité des Rémunérations est une émanation du Conseil d'Administration et est chargé de le lui proposer les conditions de rémunérations du Directeur Général et des Directeurs Généraux Délégués. Il se réunit au moins deux fois par an.

La composition du Comité des Rémunérations au 31 décembre 2022 est la suivante :

- Présidence – M^{me} Christine FABRESSE,
Présidente du Conseil d'Administration
- GROUPE HABITAT EN RÉGION
représenté par M. François Rieu
- CAISSE D'EPARGNE CEPAC
représentée par M. Jérémy ESTRADER
- CAISSE D'EPARGNE CÔTE D'AZUR
représentée par M. Jacques-Olivier HURBAL
- BPCE

COMMISSAIRES AUX COMPTES TITULAIRES

KPMG représenté par M. Yves DELMAS
COFIMEC représenté par M. Stéphane FERTELLE

CHOIX D'EXERCICE DE LA DIRECTION GÉNÉRALE

Article L. 225-37-4-4° du Code de Commerce

En application des dispositions de l'article L.225-51-1 du Code de Commerce, la dissociation des fonctions de Président du Conseil d'Administration et de Directeur Général a été maintenue à l'occasion du renouvellement par le Conseil d'Administration en date du 24 juin 2022, du mandat de M. Frédéric LAVERGNE en qualité de Directeur Général.

CONVENTIONS CONCLUES ENTRE UN MANDATAIRE SOCIAL OU UN ACTIONNAIRE SIGNIFICATIF ET UNE SOCIÉTÉ CONTRÔLÉE

Article L. 225-37-4-2° du Code de Commerce

Aucune convention n'a été conclue entre un mandataire social ou un actionnaire significatif d'Erilia et une société contrôlée par Erilia.

TABLEAU RÉCAPITULATIF DES DÉLÉGATIONS DE COMPÉTENCE ET DE POUVOIRS EN MATIÈRE D'AUGMENTATION DE CAPITAL

Article L. 225-37-4-3° du Code de Commerce

Aucune délégation n'a été accordée au cours de l'exercice 2022 par l'Assemblée Générale des actionnaires de la Société en matière d'augmentation de capital, par application des articles L. 225-129-1 et L. 225-129-2 du Code de Commerce.

LISTE DES MANDATS ET FONCTIONS EXERCÉS DANS TOUTE SOCIÉTÉ PAR CHAQUE MANDATAIRE SOCIAL DURANT L'EXERCICE 2022

Article L. 225-37-4-1° du Code de Commerce

M^{ME} CHRISTINE FABRESSE

PRÉSIDENTE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION – PRÉSIDENTE DU COMITÉ DES RÉMUNÉRATIONS

SOCIÉTÉ	FONCTION / MANDAT
SA CAISSE D'ÉPARGNE CEPAC	Présidente du Directoire
SAC HABITAT EN RÉGION SUD EST	Administrateur
SAS GROUPE HABITAT EN RÉGION	Administrateur, représentant CEPAC Membre du Comité des Rémunérations
SA BPCE	Censeur au Conseil de Surveillance
GIE BPCE ACHATS	Administrateur
SAS CE HOLDING PARTICIPATIONS	Administrateur
SNC BPCE SI	Administrateur, représentant CEPAC
SA BANQUE CENTRALE POPULAIRE DU MAROC	Administrateur, représentant BPCE Maroc
ASSOCIATION FNCE	Administrateur, représentant permanent CEPAC
SCF ECUREUIL PY & ROTJA	Co-gérant, représentant CEPAC
FONDS DE DOTATION CAISSE D'ÉPARGNE CEPAC	Présidente du Conseil d'Administration, représentant CEPAC

M. FRANCOIS RIEU

ADMINISTRATEUR REPRÉSENTANT PERMANENT DU GROUPE HABITAT EN RÉGION MEMBRE DU COMITÉ D'AUDIT ET DU COMITÉ DES RÉMUNÉRATIONS

SOCIÉTÉ	FONCTION / MANDAT
SAS GROUPE HABITAT EN RÉGION	Directeur Général Délégué
GIE HABITAT EN RÉGION	Président
SAC HABITAT EN RÉGION SUD-EST	Censeur, Membre du Comité d'Audit et de Soutenabilité Financière Censeur au Comité des Rémunérations
SA HLM FAMILLE & PROVENCE	Administrateur, représentant permanent de la SAS Groupe Habitat en Région Président du Comité d'Audit Membre du Comité des Rémunérations
SASU HLM FONCIERE DU MOULIN VERT	Président du Conseil d'Administration, Membre du Comité d'audit et Membre du Comité des Rémunérations
SA HLM SIA Habitat	Administrateur, représentant de la SAS Groupe Habitat en Région Président du Comité d'Audit Membre du Comité des Rémunérations
SAEM SOGIMA	Administrateur, représentant permanent de la SAS Groupe Habitat en Région
SAC PETRAM	Censeur, représentant permanent de la SAS Groupe Habitat en Région Membre du Comité d'Audit Membre du Comité des Nominations et Rémunérations
SA HLM ALTEAL	Censeur au Comité des Rémunérations Censeur au Comité d'Audit & Risques Censeur au Comité des Rémunérations

M. JEREMY ESTRADER**ADMINISTRATEUR REPRÉSENTANT PERMANENT DE LA CAISSE D'ÉPARGNE CEPAC
MEMBRE DU COMITÉ D'AUDIT ET DU COMITÉ DES RÉMUNÉRATIONS**

SOCIÉTÉ	FONCTION / MANDAT
SA CAISSE D'ÉPARGNE CEPAC	Directeur Général Adjoint en charge de la Banque des Décideurs en Région
SAS CEPAC INVESTISSEMENT ET DÉVELOPPEMENT	Président Exécutif, représentant CEPAC Membre du Conseil de Direction
SAS CEPAC IMMOBILIER	Président, représentant CEPAC
SAC HABITAT EN RÉGION SUD EST	Président du Conseil d'Administration Membre du Comité de nomination et de rémunération
SA HLM HABITATIONS DE HAUTE-PROVENCE	Président du Conseil d'Administration
SA HLM Logirem	Administrateur
SCIC VALDURANCE HABITAT	Président du Conseil d'Administration
SAEM SOGIMA	Président du Conseil de Surveillance
SCI CDC ECUREUIL OLLIOULES	Gérant, représentant CEPAC IMMOBILIER
SASCF COMPAGNIE DE FINANCEMENT FONCIER	Président du Conseil d'Administration et Administrateur

M. PIERRE-ALAIN MILLET**ADMINISTRATEUR REPRÉSENTANT PERMANENT DE LA MÉTROPOLE DU GRAND LYON**

SOCIÉTÉ	FONCTION / MANDAT
MÉTROPOLE DU GRAND LYON	Conseiller métropolitain
VILLE DE VÉNISSIEUX	Adjoint au Maire
SAEM SACOVIV	Président, représentant de la Ville de Vénissieux
SYNDICAT INTERCOMMUNAL SITIV	Président, représentant de la Ville de Vénissieux
SYNDICAT INTERCOMMUNAL SIGERLY	Vice-président, représentant de la Métropole du Grand Lyon
ASSOCIATION ALEC	Représentant de la Métropole du Grand Lyon

M. LIONEL ROYER-PERREAUT**ADMINISTRATEUR REPRÉSENTANT PERMANENT DE LA MÉTROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE**

SOCIÉTÉ	FONCTION / MANDAT
MÉTROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE	Conseiller Métropolitain
CONSEIL DÉPARTEMENTAL	Vice-Président
OPH 13 HABITAT	Président, Administrateur, représentant permanent de la Métropole Aix-Marseille-Provence
SPL SOLEAM	Président, Administrateur, représentant permanent de la Métropole Aix-Marseille-Provence
SPLA D'INTÉRÊT NATIONAL AIX-MARSEILLE-PROVENCE	Administrateur, représentant permanent de la Métropole Aix-Marseille-Provence
SPL SHIPYARDS La Ciotat	Administrateur
AGENCE D'URBANISME DE L'AGGLOMÉRATION MARSEILLAISE	Administrateur, représentant permanent de la Métropole Aix-Marseille-Provence
MISSION LOCALE DE MARSEILLE	Administrateur
ARC LATIN	Administrateur
INSTITUT DE LA MÉDITERRANÉE	Administrateur
CITÉS UNIES DE FRANCE	Administrateur
SCOT	Administrateur

M.ANTHONY BORRE**ADMINISTRATEUR REPRÉSENTANT PERMANENT DE LA MÉTROPOLE NICE CÔTE D'AZUR**

SOCIÉTÉ	FONCTION / MANDAT
VILLE DE NICE	Premier Adjoint au Maire
MÉTROPOLE NICE CÔTE D'AZUR	Vice-Président
SA HLM CÔTE D'AZUR HABITAT	Président du Conseil d'Administration
SA HLM CDC HABITAT SOCIAL	Administrateur, représentant permanent de la Métropole Nice Côte d'Azur
SA HLM ICF HABITAT SUD-EST MÉDITERRANÉE	Administrateur, représentant permanent de la Métropole Nice Côte d'Azur
SA HLM Logirem	Administrateur, représentant permanent de la Métropole Nice Côte d'Azur
SA HLM LOGIS FAMILIAL	Administrateur, représentant permanent de la Métropole Nice Côte d'Azur
PLAN LOCAL INSERTION EMPLOI	Administrateur, représentant permanent de la Métropole Nice Côte d'Azur
UNION RÉGIONALE DES PLANS LOCAUX POUR L'INSERTION	Administrateur représentant permanent de la Métropole Nice Côte d'Azur
FORUM EUROPÉEN POUR LA SÉCURITÉ URBAINE - EFUS	Administrateur représentant permanent de la Métropole Nice Côte
SERVICE INTEGRÉ D'ACCUEIL ET D'ORIENTATION DES ALPES-MARITIMES	Administrateur représentant permanent de la Métropole Nice Côte d'Azur
SYNDICAT MIXTE POUR LES INONDATIONS, L'AMÉNAGEMENT ET LA GESTION DE L'EAU MARALPIN - SMIAGE	Administrateur représentant permanent de la Métropole Nice Côte d'Azur
SOCIÉTÉ PUBLIQUE LOCALE CÔTE D'AZUR AMENAGEMENT	Administrateur
COMITÉ RÉGIONAL DE L'HABITAT	Membre
AGENCE NATIONALE D'AMÉLIORATION DE L'HABITAT	Membre
FONDS SOLIDARITÉ LOGEMENT	Membre du Comité de Pilotage
ASSOCIATION DÉPARTEMENTALE POUR L'INFORMATION SUR LE LOGEMENT DES ALPES-MARITIMES (ADIL 06)	Membre
PLATEFORME D'OBSERVATION DES PROJETS ET STRATÉGIES URBAINES - POPSU MÉTROPOLE	Membre du Comité des partenaires
COMITÉ NATIONAL DE LIAISON DES ACTEURS DE LA PRÉVENTION SPECIALISÉE	Titulaire
AGENCE DE SÉCURITÉ SANITAIRE, ENVIRONNEMENTALE ET DE GESTION DES RISQUES	Membre
AGENCE D'URBANISME	Membre
ASSOCIATION AGENCE MONDIALE DE LA GASTRONOMIE NICE CÔTE D'AZUR	Membre
CLAVAP - COMMISSION LOCALE DE L'AVAP	Membre
CLERCT PAR LE DÉPARTEMENT POUR CHÂTEAUNEUF-VILLEVEILLE ET DRAP	Membre
COLLÈGE MAURICE JAUBERT A NICE	Membre du Conseil d'Administration
COMITÉ DE VALIDATION DE LA MUTUALISATION	Membre
COMITÉ DES ŒUVRES SOCIALES NICE MÉTROPOLE (COS NICE MÉTROPOLE)	Membre
COMITÉ POUR LA MÉMOIRE DES VICTIMES DU 14 JUILLET 2016 ET LE SUIVI DE LEURS FAMILLES	Membre
COMMISSION MUNICIPALE SPÉCIALE - DÉONTOLOGIE ET ÉTHIQUE	Membre
FONDATION DE CESSOLE	Administrateur, représentant permanent de la Métropole Nice Côte d'Azur
FRANCE URBAINE	Membre
GROUPE DE TRAVAIL SPÉCIALISÉ POUR LA VENTE DE BIENS COMMUNAUX - GTS	Membre
OBJECTIFS DEUXIÈME CHANCE	Administrateur, représentant permanent de la Métropole Nice Côte d'Azur
RÉGIE AUTONOME POUR L'EXPLOITATION DE LA FOURRIÈRE AUTOMOBILE DE LA VILLE DE NICE	Membre
SAC SUD-EST (SOCIÉTÉ ANONYME DE COORDINATION)	Administrateur, représentant permanent de la Métropole Nice Côte d'Azur
SDIS - SERVICE DÉPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS DES ALPES-MARITIMES	Membre du Collège des Communes

M. GEORGES-CLAUDE TROVA**ADMINISTRATEUR REPRÉSENTANT DES LOCATAIRES – FLAM – FAMILLES RURALES**

SOCIÉTÉ	FONCTION / MANDAT
ASSOCIATION FLAM	Trésorier adjoint
SA HLM Erilia	Membre de la CALEOL Aubagne, Gap, Nice, Antibes et Cannes
ASSOCIATION DE DÉFENSE DES LOCATAIRES D'ERILIA À NICE	Président
COMITÉ DE QUARTIER L'ARIANE	Président
CONSEIL CITOYEN DE L'ARIANE	Membre
CONSEIL COMMUNAL CONSULTATIF DE LA VILLE DE NICE	Membre

M. MEHDI ACHOURI**ADMINISTRATEUR REPRÉSENTANT DES LOCATAIRES – CNL**

SOCIÉTÉ	FONCTION / MANDAT
FÉDÉRATION CNL DES BOUCHES-DU-RHÔNE	Délégué Fédéral Responsable du Pôle Consommation
CONFÉDÉRATION NATIONALE DU LOGEMENT DES BOUCHES-DU-RHÔNE (CNL)	Membre élu de la Commission Administrative Nationale Réfèrent Pôle Consommation
Erilia	Membre de la CALEOL JOLIETTE et de la CALEOL ISTRES
SAC HABITAT EN RÉGION SUD-EST	Administrateur, représentant des locataires
CGT	Conseiller du Salarié des Bouches-du-Rhône
CGT FÉDÉRATION NATIONALE DES INDUSTRIES CHIMIQUES	Membre élu à la Commission Exécutif Fédéral
RAFFINERIE PETROINEOS/INEOS	Membre du Conseil Social et Economique
ASSOCIATION L'AMICALE DU CLOS DES FIGUIERS	Président
DIRECTION GENERALE DE LA CONCURRENCE, DE LA CONSOMMATION ET DE LA REPRESSION DES FRAUDES	Membres de l'organe collégial, représentant des Associations
CENTRE DE CONNAISSANCE ET DE FORMATION CNL	Membre du bureau
MACIF	Délégué de Proximité PACA
CONSEIL SUPERIEUR DE L'ÉDUCATION ROUTIÈRE	Représentant des consommateurs

M. JEAN-MARC PERRON**ADMINISTRATEUR REPRÉSENTANT DES LOCATAIRES****M. JACQUES-OLIVIER HURBAL****ADMINISTRATEUR REPRÉSENTANT PERMANENT DE LA CAISSE D'ÉPARGNE CÔTE D'AZUR
MEMBRE DU COMITÉ DES RÉMUNÉRATIONS ET MEMBRE DU COMITÉ D'AUDIT**

SOCIÉTÉ	FONCTION / MANDAT
SA CAISSE D'ÉPARGNE CÔTE D'AZUR (CECAZ)	Membre du Directoire
SA SOCFIM	Vice-Président du Conseil de Surveillance
SAS CAZ FONCIÈRE 2	Président, représentant Permanent de la CECAZ
SAS CAZ PARTICIPATIONS ET INVESTISSEMENTS	Président, représentant Permanent de la CECAZ
FONDS DE DOTATION CANNES	Membre du Conseil d'Administration, représentant Permanent de la CEP Côte d'Azur
SAS VAUBAN 21	Membre du Comité Stratégique, représentant Permanent de la CEP Côte d'Azur
SAS GALLICE	Membre du Comité Stratégique, représentant Permanent de la CEP Côte d'Azur
GIE CAISSE D'ÉPARGNE SYNDICATION RISQUE ET DISTRIBUTION	Membre du Conseil d'Orientation et de Surveillance

MME NATHALIE BULCKAERT-GREGOIREADMINISTRATEUR REPRÉSENTANT PERMANENT DE LA CAISSE D'ÉPARGNE
LANGUEDOC-ROUSSILLON - MEMBRE DU COMITÉ D'AUDIT

SOCIÉTÉ	FONCTION / MANDAT
SA CAISSE D'ÉPARGNE LANGUEDOC-ROUSSILLON (CELR)	Membre du Directoire
SA HLM UN TOIT POUR TOUS	Présidente du CA
SAS GROUPE HABITAT EN RÉGION	Présidente du CA
ACM (OPHM Montpellier)	Administrateur, représentant permanent de CELR
SA SOCFIM	Membre du Conseil de Surveillance, représentant permanent de CELR
SOCIÉTÉ D'ÉQUIPEMENT DE LA RÉGION DE MONTPELLIER	Administrateur, représentant permanent de CELR
SERM	Administrateur

M. BERTRAND MAGNINADMINISTRATEUR REPRÉSENTANT PERMANENT DE LA CAISSE D'ÉPARGNE
LOIRE-DRÔME-ARDÈCHE - MEMBRE DU COMITÉ D'AUDIT

SOCIÉTÉ	FONCTION / MANDAT
SA CECALDA	Président du Directoire
SA D'HLM SDH CONSTRUCTEUR	Président du Conseil d'Administration
SAC HABITAT EN RÉGION SUD EST	Administrateur
SACICAP PROCIVIS FOREZ VELAY	Administrateur
SA BPCE	Administrateur
SA BPCE ASSURANCES	Administrateur
SA BPCE IARD	Représentant permanent de BPCE au Conseil de Surveillance
GIE BPCE INFOGERANCES ET TECHNOLOGIES	Administrateur
SA NATIXIS ASSURANCES	Administrateur
SA ALBIANT-IT	Administrateur
SNC ECUREIL	Administrateur
SA CEGC	Administrateur
FNCE, Association loi 1901	Administrateur
GIE BPCE IT-CE	Administrateur
SNC INFORMATIQUE BP	Représentant permanent de BPCE au CA

M^{ME} ELSA MIGNANI

ADMINISTRATEUR REPRÉSENTANT PERMANENT DE LA CAISSE D'ÉPARGNE RHÔNE-ALPES

SOCIÉTÉ	FONCTION / MANDAT
SA BPCE FACTOR	Administrateur, représentant permanent de la CERA
SAEM SOCIÉTÉ DES TROIS VALLÉES	Membre du conseil de surveillance, représentant permanent de la CERA

M. PATRICK AMICO

ADMINISTRATEUR REPRÉSENTANT PERMANENT DE LA VILLE DE MARSEILLE

SOCIÉTÉ	FONCTION / MANDAT
SOLEAM	Administrateur
SACICAP DE PROVENCE	Administrateur
SAEM MARSEILLE HABITAT	Administrateur
ASSOCIATION HABITAT ET HUMANISME	Administrateur
SA HLM LOGIS MÉDITERRANÉE	Administrateur
LYCÉE THIERS	Administrateur
EUROMED	Administrateur

M^{ME} PATRICIA BAUCHERY
ADMINISTRATEUR

SOCIÉTÉ	FONCTION / MANDAT
SA CAISSE D'ÉPARGNE	Membre du Directoire
SAS CEPAC INVESTISSEMENT ET DÉVELOPPMENT	Présidente du Conseil de Direction, représentant de la CEPAC
SAS COZYNERGY HOLDING	Administrateur, représentant de la CEPAC ID
SA D'HLM LOGIREM	Administrateur, représentant de la CEPAC Membre du Comité d'Audit, représentant de la CEPAC
SAEM SOGIMA	Membre du Comité de Surveillance, représentant de la CEPAC
NATIXIS WEALTH MANAGEMENT	Administrateur
CRESS PACA	Administrateur, représentant de la CEPAC

M^{ME} LAETITIA AUSTRUY-MILHE
ADMINISTRATEUR

SOCIÉTÉ	FONCTION / MANDAT
SA HLM FAMILLE ET PROVENCE	Administrateur
SA HLM HABITAT GUYANAIS	Administrateur, représentant permanent de la CEPAC
SAS SMALT CAPITAL	Administrateur, représentant permanente de la CEPAC ID
SAS PROXIPACA FINANCE	Membre du Conseil de Direction
SAS CLESUD TERMINAL	Membre du Conseil de Direction, représentant permanent de la CEPAC
SAS URBIS PARK INFRASTRUCTURES SAS	Membre du Conseil de Direction, représentant permanent de la CEPAC ID
SAS AREMA	Membre du Comité de Direction, représentant permanent de la CEPAC
FPCI CAPITAL DÉVELOPPEMENT	Membre du Comité Consultatif, représentant permanent de la CEPAC ID
FPCI CAPITAL DÉVELOPPEMENT	Membre du Comité Stratégique représentante permanente de CEPAC ID
SAS CONNECT INVEST	Membre du Comité Consultatif
FPS FIDEPPP 2	Membre du Comité Consultatif représentante permanente de la CEPAC
FPCI MEESCHAERT PRIVATE EQUITY FUND COMPARTIMENT B	Membre du Comité Consultatif, représentant permanente de CEPAC ID
SAS RHÔNE ALPES CRÉATION VIVERIS VENTURE	Membre du Comité de Surveillance, représentant permanent de la CEPAC ID
FPCI SUD HORIZON	Membre du Comité des Porteurs de Parts, représentant permanent de la CEPAC
FPCI RUNAISSANCE	Membre du Comité des Porteurs de Parts, représentant permanent de la CEPAC
FPCI RUN CROISSANCE	Membre du Comité stratégique, représentant permanent de la CEPAC
TERTIUM SCR	Membre du Comité Directeur, représentant permanent de la CEPAC ID
SAS TERTIUM MANAGEMENT	Membre du Comité Stratégique, représentant permanent de la CEPAC ID
FPCI TERTIUM CROISSANCE	Membre du Comité d'Investissement
FPCI CROISSANCE IV	Membre du Comité Stratégique, représentant permanent de la CEPAC
IHU MÉDITERRANÉE	Trésorier

M^{ME} LAURENCE BERGERON
ADMINISTRATEUR

SOCIÉTÉ	FONCTION / MANDAT
SAEML STE LOCALE EXPANSION DE LA VALETTE	Administrateur, représentant permanent de la CECAZ
SAEM VAR AMÉNAGEMENT DÉVELOPPEMENT	Administrateur, représentant permanent de la CECAZ
SACICAP DU VAR	Administrateur, représentant permanent de la CECAZ
SAS VILIA	Membre du Comité de Suivi des Engagements

M. FRÉDÉRIC LAVERGNE
DIRECTEUR GÉNÉRAL

SOCIÉTÉ	FONCTION / MANDAT
SCIC D'HLM ERILIA ACCESSION	Président du Conseil d'Administration
GIE DELTALIA	Membre du Conseil de Surveillance, représentant permanent Erilia
SA D'HLM FAMILLE ET PROVENCE	Administrateur
SAEM SOGIMA	Membre du Conseil de Surveillance
SAC HABITAT EN RÉGION SUD-EST	Administrateur, représentant permanent d'Erilia
ASSOCIATION RÉGIONALE HLM PACA ET CORSE	Administrateur, Vice-Président représentant permanent d'Erilia
FÉDÉRATION DES ESH	Conseiller Fédéral



POLITIQUE & INDICATEURS RSE

Avec une culture de la responsabilité sociale de l'entreprise ancrée dans ses actions au quotidien et une démarche Groupe de Performance Extra-financière (DPEF disponible que le site internet d'Erilia www.erilia.fr), Erilia poursuit sa mission en tenant compte de ses parties prenantes.

La mission et la RSE couvrent des objectifs différents : Avec sa raison d'être et sa mission, Erilia définit un projet collectif et singulier à long terme et affirme son utilité pour l'écosystème et la Société en liant capacité d'innovation et solidarité envers ses parties prenantes.

Elle poursuit le traitement de ses externalités au travers de la RSE.

ÉVOLUTION DES INDICATEURS RSE DE 2021 À 2023 DANS LE CADRE DU DÉCRET N°2012-557 DU 24 AVRIL 2012 RELATIF AUX OBLIGATIONS DE TRANSPARENCE DES ENTREPRISES EN MATIÈRE SOCIALE ET ENVIRONNEMENTALE

ENVIRONNEMENT

INDICATEURS	2022	2021	2020
Intégration de nouvelles exigences dans les CCTP	Oui. Mise en place de solution bio-sourcée dans nos futures constructions avec certification de niveau 2. Obligation de travailler et proposer des solutions bas carbone pour toutes nos nouvelles opérations, travail sur les réductions d'émissions de CO ₂ avec suppression du chauffage gaz.	Oui	Oui
Nombre de logements labellisés (NF HABITAT, NF HABITAT HQE, BDM, PROMOTELEC, QUALITEL, H&E)	1 117	541	432
Référent Développement Durable dans l'entreprise	Oui 2 référents : J.C. Jambet et S. Ducoffret.	Oui 2 référents : J.C. Jambet et S. Ducoffret.	Oui 2 référents : J.C. Jambet et S. Ducoffret.
Action d'information des salariés en matière de protection de l'environnement	<ul style="list-style-type: none"> Sensibilisation aux éco-gestes : plusieurs articles sur ELLO Communication sur l'appel eco-watt Sobriété énergétique : campagne de communication composée de divers supports : 16 modèles d'affichettes, une vidéo, des e-mails diffusés à l'ensemble des collaborateurs 	<ul style="list-style-type: none"> Depuis septembre 2017, parution de fiches éco-gestes dans ELLO. Articles sur ELLO sur les thèmes de la construction durable, des modes de mobilité doux (vélo) Challenge OuiLive en partenariat avec Reforestation. 	<ul style="list-style-type: none"> Depuis septembre 2017, parution dans ELLO, d'une fiche éco-gestes chaque trimestre Campagne d'e-mailings pour la semaine européenne du développement durable et défi «Un petit geste pour la planète».
Nombre de foyers ayant été sensibilisés au comportement éco-citoyen	<ul style="list-style-type: none"> Envoi d'un e-mailing de sensibilisation à la sobriété énergétique à 44 000 locataires Communication sur le webinaire Habitat en Région Finance et Pédagogie - Economies d'énergie : 50 000 destinataires du mail Eco-gestes listés dans le livret de bienvenue remis à tous les nouveaux locataires entrants (5 286 locataires) Lettre d'actualité n° 9 «Bien chez Moi», 8 éditions (distribué à environ 26 000 locataires) : publication d'un encart «5 astuces pour limiter votre consommation d'énergie» 	<ul style="list-style-type: none"> 15 ménages sensibilisés à la Résidence «Rosaire 2» (Agence Erilia Marseille Sud), Une action de sensibilisation aux consignes de tri des déchets avec remise de kits (mémo tri, sac de précollecte, autocollants stop pub) 73 ménages (agence Erilia Biarritz et agence Erilia Alpes du Sud) 815 ménages ont bénéficié du remplacement de composants (radiateurs électriques radiants ou chaudières GAZ) dans le cadre du programme des OEE. 	<ul style="list-style-type: none"> TOTAL 3 340 foyers : Opération de tri sélectif des bouteilles en plastique durant toute l'année accompagné par l'association Yoyo à Marseille.
Nombre d'opérations livrées avec une charte de chantier propre	43	21	13
Nombre et % de logements neufs livrés dont les performances énergétiques répondent à des référentiels énergétiques au-delà de la RT 2012	1 117 logements sur 1 701 logements livrés soit 65.6% de nos logements livrés	541 logements soit 31,4 % de nos opérations	332 logements livrés soit 33,7% de nos opérations

	Oui	Oui	Oui
Intégration de nouvelles exigences dans les CCTP, les méthodes et outils générant des niveaux sonores faibles sont choisis prioritairement : engins de chantier listés à l'article 5 de l'arrêté du 18 mars 2002, niveau phase 2 prioritairement utilisés			Oui
Nombre d'opérations livrées avec une performance acoustique supérieure à la réglementation	1 117	541	268
Installations eau chaude sanitaire avec pré-chauffage solaire (nombre de logements)	2 621	2 621	2 512
Consommation de matière première	Fourniture d'électricité garantie d'origine 100% renouvelable (3 877 PDL, 25 872 MWh)	Fourniture d'électricité garantie d'origine 100% renouvelable (3 805 PDL, 21 658 MWh)	Fourniture d'électricité garantie d'origine 100% renouvelable (3 794 PDL, 20 691 MWh)
Installations photovoltaïques	22 installations photovoltaïques dont 2 en autoconsommation	21 installations photovoltaïques dont 1 en autoconsommation	21 installations photovoltaïques dont 1 en autoconsommation
Nombre de logements en construction situés dans des éco-quartiers	Aucun logement livré en 2022 situés en éco-quartiers	Aucun logement livré en 2021 situés en éco-quartiers	Aucun logement livré en 2020 situés en éco-quartiers
Aménager des espaces verts qui préservent la biodiversité	Oui	Oui	Oui
Patrimoine répertorié en classes énergétiques A, B et C	69,51 %	65,40%	68,83%
Évolution de la part de logements selon les différentes classes énergétiques liées à la consommation moyenne d'énergie (kWh/m ² /an)	A : 16,1 % B : 24,7 % C : 28,7 % D : 18,7 % E : 6,5 % F : 1,1 % G : 0,4 %	A : 13,40 % B : 23,3 % C : 28,7 % D : 20,4 % E : 7,1 % F : 1,4 % G : 0,7 %	A : 12,70 % B : 25,41 % C : 30,72 % D : 19,70 % E : 6,88 % F : 1,26 % G : 0,53 %
Évolution de la part de logements selon les différentes classes énergétiques	A : +22,2 % B : +6,9 % C : +1,1 % D : -7,6 % E : -7,7 % F : -21,5 % G : -45,5 %	A : +10,4 % B : -3,5 % C : -2,1 % D : +8,9 % E : +13,3 % F : -0,3 % G : +7,5 %	A : +7,01 % B : +2,89 % C : -1,43 % D : -0,94 % E : -2,53 % F : -3,84 % G : -17,74 %

INDICATEURS	2022	2021	2020
Économies d'énergies réalisées depuis 2012 (en GWh) et valorisée en C2E et CO ₂ évités (en tonnes)	2 676,7 GWh (+237,2 GWh)	2 439,5 GWh (+416,8 GWh)	2 022,7 GWh (+178,2 GWh)
Quantité d'équivalents CO ₂ émis (A18)	81 053 T	85 805 T	81 629 T
Quantité d'équivalents CO ₂ économisés (A17) - Production annuelle	13 701 T	33 231 T	35 081 T
Émissions GES estimées en Kg équivalent CO ₂ /an	1 322	1 321,42	1 452,75
Consommation d'électricité en KWh	25 872 000 kWh	21 658 000 kWh	20 690 542 kWh
Somme des logements gérés (hors accession et foyers) dont les étiquettes émissions de gaz à effet de serre des DPE sont A, B et C	37 538	33 878	33 818
Somme des logements gérés (hors accession et foyers) dont les étiquettes émissions de gaz à effet de serre des DPE sont D	14 125	14 789	14 175
Somme des logements gérés (hors accession et foyers) dont les étiquettes émissions de gaz à effet de serre des DPE sont E, F et G	7 216	8 925	8 154
Somme des logements gérés (hors accession et foyers) ayant un DPE (hors DPE = 0)	58 879	57 592	56 147
Somme des logements gérés (hors accession et foyers) n'ayant pas de DPE	2 415	3 065	1 625
Somme de logements gérés (hors accession et foyers) au 31/12	61 294	60 657	57 772
% - DPE A, B, C	61,2%	55,9%	58,5%
% - DPE D	2,3%	24,4%	24,5%
% - DPE E, F, G	11,8%	14,6%	14,1%

<p>% - sans DPE</p> <p>Actions mises en place pour réduire l'exposition aux risques du changement climatique</p>	<p>3,9%</p> <p>Travail sur le ré-emploi des matériaux dans le cadre de nos démolitions et de nos réhabilitation, objectif 2023 économie circulaire. Mise en place de solutions bio-sourcées dans nos futures constructions avec certification de niveau 2. Obligation pour toutes nos nouvelles opérations, travail sur les réductions d'émissions de CO₂ avec suppression du chauffage gaz.</p>	<p>5,1 %</p> <p>Travail sur le ré-emploi des matériaux dans le cadre de nos démolitions. Mise en place de solution bio-sourcée dans nos futures constructions, travail sur les réductions d'émissions de CO₂.</p>	<p>2,8%</p> <p>Travail sur le ré-emploi des matériaux dans le cadre de nos démolitions.</p>
<p>Nombre d'heures d'insertion hors ANRU</p>	<p>10 1 29,2</p>	<p>13 673,25</p>	<p>24 054,6</p>
<p>Nombre d'heures de travailleurs en insertion (contrôle par un tiers)</p>	<p>Total de 28 951 heures réparties comme suit : 25 480 heures (ADDAP 13), 1 911 heures (Emplois & Services 06) sur Les Hauts de Vallauris et 1 590 heures (ISIS) sur le département 13 à Istres, Tarascon et Morignane.</p>	<p>Total de 35 929 heures réparties comme suit : 8 800 heures (Résidence La Castellane AIES ADDAP 13) et 27 129 heures (ACI Vallauris Emplois & Services 06) réalisées par Emploi & Services 06 sur Les Hauts de Vallauris, dont 18 200 heures réalisées par des salariés habitants du quartier.</p>	<p>Total de 14 738 heures réparties ainsi : 2 625 réalisées par l'association Emplois & Services 06, 4 450 réalisées par l'ADAM sur Nice et 7 663 par l'ADDAP 13.</p>
<p>Nombre d'heures d'insertion ANRU</p>	<p>4 243</p>	<p>4 750</p>	<p>2 342</p>
<p>Part des contrats ayant fait l'objet d'un AO et ayant intégré des exigences RSE (%)</p>	<p>13 marchés sur 29 ont été traités en procédure formalisée en intégrant des clauses sociales et environnementales soit 44,83% des marchés. Cela représente 36 lots (contrats) au total.</p>	<p>81 contrats (lots) sur 91 contrats passés en procédures formalisées intègrent des clauses sociales ou environnementales soit 89,01 % des contrats.</p>	<p>103 contrats (lots) sur 130 contrats passés en procédures formalisées intègrent des clauses sociales ou environnementales soit 78,63 % des contrats.</p>

GOUVERNANCE

INDICATEURS		2022	2021	2020
Nombre de réunions annuelles du Conseil	7	5	6	6
Taux de féminisation des Conseils	Variation entre 35 et 44% en fonction de l'évolution de la composition du CA notamment après les élections des représentants des locataires	38,88%	38%	
Organisation des instances : mesures mises en place pour assurer la diversité et la représentativité au sein des instances et la formation des administrateurs aux enjeux du logement social.	Communication d'un support de formation réalisé par le GIE Habitat en Région destiné aux administrateurs d'OLS	Concernant le taux de féminisation, le conseil d'administration d'Enlila est soumis aux décisions de ses actionnaires sans pouvoir intervenir sur le choix d'administrateurs féminins, idem concernant les représentants des locataires et des EPCI : il s'agit d'élus Concernant la formation/informations des administrateurs : digitalisation des dossiers conseil d'administration. Un support de formation à l'attention des administrateurs est en cours de rédaction au niveau du Groupe Habitat en Région.		
Conseil de concertation locative (nombre/an) - Nombre de réunions annuelles des CCL	3	3	4	
Nombre d'accords en cours avec des associations de locataires	106 (robinetterie, vidéosurveillance, portail, désinsectisation)	24 (robinetterie, désinsectisation, vidéo-surveillance)	796 (robinetterie, désinsectisation, condamnation VO, caméras, sécurisation)	
Nombre de résidences réhabilitées ayant fait l'objet de réunions d'information auprès des locataires	8	10	3	

QUESTIONS RELATIVES AUX CONSOMMATEURS / INFORMATIONS RELATIVES AUX ENGAGEMENTS SOCIÉTAUX EN FAVEUR DU DÉVELOPPEMENT DURABLE

INDICATEURS	2022	2021	2020
Attribution de logements (nombre de logements)	5 286	5 033	4 359
% de locataires entrants ayant des revenus inférieurs à 60% des plafonds de ressources	75,47%	76,17%	75,71 %
Nombre d'attributions dans le cadre du DALO / PDALPD (baux signés)	1 121 attributions DALO + PDALPD (2 699 attributions prioritaires, objectif numéro 3 de la loi Egalité et Citoyenneté)	1 052 attributions DALO + PDALPD (2 838 attributions prioritaires, objectif numéro 3 de la loi Egalité et Citoyenneté)	1 064 attributions DALO + PDALPD (2 749 attributions prioritaires, objectif numéro 3 de la loi Egalité et Citoyenneté)
Mutation dans le cadre du parcours résidentiel (nombre de logements)	438	383	379
Taux de mutation interne dans les attributions (%)	8,28%	7,61%	8,69 %
Existence d'une politique d'attribution formalisée	Article 2 du règlement d'attribution modifié, en incluant le critère de priorité relatif aux mineurs émancipés. Mineurs émancipés ou majeurs âgés de moins de vingt et un ans pris en charge avant leur majorité par le service de l'aide sociale à l'enfance, dans les conditions prévues à l'article L. 222-5 du code de l'action sociale et des familles, jusqu'à trois ans après le dernier jour de cette prise en charge.	Pas de mise à jour de l'article 2 du règlement d'attribution en 2021.	Pas de mise à jour de l'article 2 du règlement d'attribution en 2020
Nombre de logements HLM vendus	192	159	150
Satisfaction de nos locataires (taux global mesuré tous les 3 ans)	80,7 %	82,9 %	82,9 %

INDICATEURS

Actions de proximité menées dans les quartiers pour favoriser le lien social

2022

742 238 €

Subventions réparties ainsi :

- 412 134 € pour des actions de cohésion sociale au profit d'associations organisant des activités d'animation, centres sociaux ou aux associations de locataires - Actions phares de 2022 : La Grande Conversation, le développement des groupements d'achats communs VRAC sur Montpellier, Avignon, Marseille et Arles, Projet d'été 2022 : La Caravanade sur les quartiers Nord de Marseille, soutien financier de plusieurs fêtes de quartier à Aubagne, La Ciotat et Marseille, subventionnement des Apprentis d'Auteuil à Antibes, etc....
- 330 104 € au profit d'organismes de médiation sociale urbaine et de médiation des troubles de voisinage

Structures subventionnées :

- AMCS/ADDAPT3 : Arles, Marseille, La Ciotat.
- ALPMS : La Rochelle
- SUD FORMATION : Airbel.
- PAJE : Via Reale - Nice
- ADAM : Les Moulins, Majorelle et l'Ariane - Nice.

Mesures mises en place pour le maintien des locataires dans le logement et la prévention / le traitement des impayés

2021

550 131 €

Subventions de fonctionnement au profit d'organismes de médiation sociale urbaine et de médiation des troubles de voisinage. Subventions de fonctionnement aux associations organisant des activités d'animation, subvention à l'organisation d'événements par les associations de locataires.

2020

458 412 €

Subventions de fonctionnement au profit d'organismes de médiation sociale urbaine et de médiation des troubles de voisinage. Subventions de fonctionnement aux associations organisant des activités d'animation, subvention à l'organisation d'événements par les associations de locataires.

• 1 819 actions sociales réalisées auprès de 1 222 ménages.

• 83% des orientations vers les CESH se font dans le cadre du précontentieux.

• 142 aides au maintien dans les lieux pour 106 698 €.

• 50 bénéficiaires pour l'aide à la mutation pour un montant d'aide de 58 039€, 24% de mutation réalisées à N et 40% d'aides qui se poursuivent à N+1.

• 1 758 actions sociales réalisées auprès de 1 200 ménages.

• 80% des orientations vers les CESH se font dans le cadre du précontentieux.

• 142 aides au maintien dans les lieux pour 117 340 €.

• 40 bénéficiaires pour l'aide à la mutation pour un montant d'aide de 41 623€, 23% de mutation réalisées à N (une aide de 1 700 € en moyenne par mutation), et 58% d'aides qui se poursuivent à N+1.

• 1 708 actions sociales réalisées auprès de 1 125 ménages.

• 256 aides au maintien dans les lieux pour 171 796 €.

• 49 bénéficiaires pour l'aide à la mutation pour un montant de 55 021 €.

COMMUNAUTÉS ET DÉVELOPPEMENT LOCAL / INFORMATIONS RELATIVES AUX ENGAGEMENTS SOCIÉTAUX EN FAVEUR DU DÉVELOPPEMENT DURABLE

INDICATEURS		2022	2021	2020
Compétence nationale		7 régions 38 départements 124 EPCI 329 communes	7 régions 37 départements 123 EPCI 317 communes	7 régions 37 départements 122 EPCI 307 communes
Livraisons de logements neufs + AA		1 508 logements neufs 73 AA 118 PSLA et accession sociale	1 596 logements neufs 63 AA 1 735 acquisitions en bloc	944 logements neufs 45 AA
Chiffre d'affaires généré au profit du BTP (millions d'euros)		336 M€	441 M€	151,87 M€
Chiffre d'affaires généré au profit du BTP rapporté à un équivalent ETP :				
- Construction		299 M€	399 M€	118,73 M€
- Renovations et réhabilitation		36 M€	42 M€	33,14 M€
Nombre de familles suivies dans le cadre de la prévention des expulsions		1 819 actions sociales réalisées en prévention de l'impayé et de l'expulsion pour 1 222 familles suivies par les CESF Erilia	1 758 actions sociales réalisées en prévention de l'impayé et de l'expulsion pour 1 200 familles suivies par les CESF Erilia	1 708 actions sociales réalisées en prévention de l'impayé et de l'expulsion pour 1 125 familles suivies par les CESF Erilia
Nombre d'expulsions		75	46	8
Mécénat en faveur d'actions de proximité (centres sociaux)		131 692 € (dont centres sociaux Air Bel et La Castellane en lien avec la copropriété)	116 638 € (dont centres sociaux Air Bel et La Castellane en lien avec la copropriété)	119 544€ (dont centre social Air Bel et Castellane en lien avec la copropriété)
Montant des travaux consacrés à l'adaptation des logements aux handicapés (€)		561 168 €	510 093 €	454 557 €
Nombre de logements adaptés au vieillissement et au handicap		<ul style="list-style-type: none"> 1 288 logements UFR / PMR au 31/12/2022 dont 63 logements livrés en 2022 200 logements et 1 partie commune ont été adaptés au vieillissement et au handicap en 2022 	<ul style="list-style-type: none"> 1 225 logements UFR / PMR au 31/12/2021 dont 58 logements livrés en 2021 et 353 logements acquis lors du rachat de la SAH 209 logements et 2 parties communes ont été adaptés au vieillissement et au handicap en 2021 	<ul style="list-style-type: none"> 811 logements UFR en stock au 31/12/2020 193 logements et 6 parties communes ont été adaptés au vieillissement et au handicap en 2020 57 logements UFR livrés en 2020



DROITS DE L'HOMME/ INFORMATIONS SOCIALES

INDICATEURS		2022	2021	2020
Accord égalité H/F	Oui	Oui	Oui	Oui accord du 17/03/2020
Insertion des travailleurs handicapés	Déclaration annuelle se fait désormais en mai	Déclaration annuelle se fait désormais en mai	Déclaration annuelle se fait désormais en mai	Déclaration pas encore effectuée
Taux d'emploi des travailleurs handicapés (%)	Déclaration annuelle se fait désormais en mai	3,61 % (33 salariés)	3,30% (30 salariés)	
Politique de lutte contre les discriminations	Accord égalité professionnelle + index égalité H/F	Accord égalité professionnelle + index égalité H/F	Accord égalité professionnelle	Accord égalité professionnelle du 17/03/2020
Référent CNIL	Oui avec DPO externe (société SRC Solutions)	Oui avec DPO externe (société SRC Solutions)	Oui	Oui
Organisation des instances : mesures mises en place pour assurer la diversité et la représentativité au sein des instances et la formation des administrateurs aux enjeux du logement social	<ul style="list-style-type: none"> • Labellisation Empl'itude et formation des collaborateurs de proximité à l'accompagnement du vieillissement, avec Handitoit • Parcours certifiants management, gestionnaires d'immeubles, techniciens, DA 	<ul style="list-style-type: none"> • Erilia est labellisée Empl'itude, premier label territorial en France qui valorise les actions et les bonnes pratiques des organisations en matière d'emploi, de ressources humaines et d'engagement sociétal. • Plusieurs cadres d'Erilia ont participé à la formation dispensée par Sciences Politiques sur l'évolution du secteur du logement social. 	<ul style="list-style-type: none"> • Formation au recrutement et à la non discrimination à l'embauche aux collaborateurs susceptibles d'intervenir dans le process de recrutement. • Erilia est labellisée Empl'itude, premier label territorial en France qui valorise les actions et les bonnes pratiques des organisations en matière d'emploi, de ressources humaines et d'engagement sociétal. • Plusieurs cadres d'Erilia ont participé à la formation dispensée par Sciences Politiques sur l'évolution du secteur du logement social. 	
Actions de formation ou de sensibilisation des collaborateurs à la RGD et à la sécurité informatique	<ul style="list-style-type: none"> • Déploiement d'un e-learning RGD au mois de novembre fourni par notre DPO • 4 campagnes test phishing (Google, Carrefour, Ukraine et nouveau siege social) • Debut du projet Elearning sur les bonnes pratiques de la sécurité informatique (diffusion début 2023) 	<ul style="list-style-type: none"> • Campagne de communication avec réalisation d'une web série en 5 épisodes sur une semaine en novembre 2021 sur la sensibilisation aux risques sécurité informatique (phishing, mot de passe, fraude au président, nomadisme, mise à jour, partage de documents). • 3 campagnes (marques Carrefour, Google, DocuSign) de tests phishing suite à l'acquisition de l'outil Phishing Coach pour sensibiliser les collaborateurs aux risques phishing 	<ul style="list-style-type: none"> 3 actions : <ul style="list-style-type: none"> . 1 action sur quiz phishing Google (sensibilisation) . 1 action utilisation logiciel KeePass (formation/sensibilisation) . 1 action changement de mot de passe (stratégie PassPhrase) 	
Actions de formation ou de sensibilisation des collaborateurs pour la prévention de la corruption et de la connaissance de la réglementation	Inscription de 69 collaborateurs à la formation e-learning Elegia sur la prévention de la corruption.	Inscription de 107 collaborateurs à la formation e-learning Elegia sur la prévention de la corruption.	Inscription de 799 collaborateurs à la formation e-learning Elegia sur la prévention de la corruption.	

RELATIONS ET CONDITIONS DE TRAVAIL / INFORMATIONS SOCIALES

INDICATEURS		2022	2021	2020
Zone géographique concernée		France Métropolitaine	France Métropolitaine	France Métropolitaine
Effectif total (tous types de contrats confondus)		910	913	910
Répartition par sexe		H: 53,19% F: 46,81%	H: 54,3% F: 45,7%	H: 55,82% F: 44,18%
Répartition par âge		- de 25 ans: 21 25 à 54 ans: 609 55 et + : 280	- de 25 ans : 23 25 à 54 ans : 610 55 et + : 280	- de 25 ans : 24 25 à 54 ans : 608 55 et + : 278
Répartition géographique		Siège social: 283 Agences: 627	Siège social : 293 Agences : 620	Siège social : 301 Agences : 625
Recrutements (tous types de contrats confondus)		204	175	176
Emploi des jeunes (- de 26 ans)		1,76% des effectifs	3,07% des effectifs	3,52% des effectifs
Emplois des seniors (+ de 55 ans)		21,10% des effectifs	27,16% des effectifs	27,25% des effectifs
Taux de mobilité (%) - intrasociété		26 salariés soit 2,85% des effectifs	16 salariés soit 1,75% des effectifs	34 salariés soit 3,74% des effectifs
Licenciements		25	18	17
Politiques mises en œuvre part de la masse salariale consacrée à la formation (%)		Cotisations légales Uniformation : 0,166% de la MSB + 1% versés via DSN Versement volontaire au titre du plan de formation : 0,82% de la MSB TOTAL : 2%	Cotisations légales Uniformation : 1,166% de la MSB Versement volontaire au titre du plan de formation : 0,79% de la MSB TOTAL : 1,96%	Cotisations légales Uniformation : 1,166% de la MSB Versement volontaire au titre du plan de formation : 0,9% de la MS TOTAL : 2% Taux de réalisation du plan de formation : 56%
Somme du nombre d'heures réalisées par les stagiaires en présentiel (heures de E-learning non comptabilisées)		11 712,5 h	9 531 h	5 460 h
Somme du nombre de salariés formés en présentiel		659	367	265

INDICATEURS	2022	2021	2020
Somme du nombre d'heures réalisées par les stagiaires uniquement en E-learning	3 266 h	1 800 h	2 050 h
Somme du nombre de salariés formés en E-learning	543	230	970
Nombre d'heures de formations par salarié formé en présentiel	17,7 h	26 h	20,60 h
Nombre d'heures de formations par salarié formé en E-Learning	6h	7,8 h	2,11 h
Rémunération et évolution	Augmentation générale: 0,8% MS Avancement: 0,7% MS Primes: 6,62%	Augmentation générale: 0,5% MS Avancement : 1% MS Primes : 6,10%	Augmentation générale: 0,75% MS Avancement : 0,75% MS Primes : 5,66%
Indicateur d'écart de rémunération Hommes/Femmes	Note sur 40 obtenue sur le critère «Écart de rémunération» pour le calcul de l'indice d'égalité professionnelle hommes/femmes : 39 Effectif total pris en compte pour le calcul de l'écart de rémunération : 820	Note sur 40 obtenue sur le critère «Écart de rémunération» pour le calcul de l'indice d'égalité professionnelle hommes/femmes : 39 Effectif total pris en compte pour le calcul de l'écart de rémunération : 820	Note sur 40 obtenue sur le critère «Écart de rémunération» pour le calcul de l'indice d'égalité professionnelle hommes/femmes : 38 Effectif total pris en compte pour le calcul de l'écart de rémunération : 827
Organisation du temps de travail	Temps plein : 96,15% Temps partiel : 3,85%	Temps plein : 95,62% Temps partiel : 4,38%	Temps plein : 95,49% Temps partiel : 4,51%
Dialogue social	13 réunions CSE	10 réunions CSE 8 réunions extraordinaires CSE	26 réunions CSE 9 réunions extraordinaires CSE
NAO	Oui	Oui	Oui
Accords collectifs	NAO + mise à jour de tous les accords collectifs dans le cadre de la création de l'UES	NAO Accord Astreintes	NAO Avenant accord FJ Accord CET Accord solidarité Accord bien vivre au travail Accord télétravail

Actions mises en place pour l'amélioration des conditions de travail et la prévention des risques en matière de santé et de sécurité des collaborateurs

- L'ensemble des DUERP de l'UES a été mis à jour en 2022. Les DUERP sont disponibles sur Loop'in, dans l'Espace Collaborateurs. Chaque nouvelle version y est diffusée après sa mise à jour.
- Locaux de travail
- Prévention des risques psychosociaux (RPS)
 - Mise en place du dispositif Erilia « Aides & Vous », donnant notamment accès, à l'ensemble des collaborateurs de l'UES, à une plateforme téléphonique de psychologues, une plateforme téléphonique d'assistant(e)s sociaux/les, Lumanisy. Ces deux plateformes fonctionnent selon les mêmes modalités : les appels sont gratuits, totalement anonymes et confidentiels.
 - Au cours du 1^{er} semestre 2022, un Webinaire portant sur la détection des RPS, élaboré et animé par un comité de pilotage interne, a été dispensé auprès de l'ensemble des managers, dont les membres du Comex, afin de sensibiliser ces derniers sur le sujet.
 - Équipements de protection individuelle : en 2022, 23 0556 € de commandes ont été passées auprès notre fournisseur – en très large majorité, le budget a été consacré, en très large majorité, à la commande de vêtements de travail (48 % du budget) et aux chaussures (32 % du budget).
 - Formations santé sécurité : budget consacré : 102840 €
 - Généralisation de l'accueil sécurité
 - Formalisation et coordination des actions en matière de sûreté pour le personnel en contact avec la clientèle

1 accord à durée déterminée en 2020
 3 mises à jour Covid du DUERP
 Distribution de 176 000 masques chirurgicaux, FFP2 et lavables en tissu.

Actions de formation :
 - risques psychosociaux
 - habilitations électriques
 - gestes et postures de travail
 - Certiphyto + Certibiocide

Accords signés en la matière	Suivi 4 ^e année, accord du 17 mars 2020	Suivi 3 ^e année	Suivi 2 ^e année
Taux de fréquence des accidents du travail :			
Nombre d'accidents (travail ou trajet) avec arrêt de travail supérieur à 1 jour survenus au cours de l'année	35	38	23
Effectif équivalent temps plein de l'entreprise	896,88	901,6	898,36
Nombre d'heures de travail effectuées chaque année par une personne à temps plein	1 820	1 820	1 820
Taux de fréquence des AT	21,44 %	23,16 %	14,15 %
Dépenses de sécurité effectuées dans l'entreprise pour améliorer les conditions de travail	85 538 €	178 400 €	100 725 €



ERILIA

72 bis, rue Perrin-Solliers
13291 Marseille cedex 6
04 91 18 45 45

erilia.fr

